

**INVENTER LA PAIX APRES UN DEMI-SIÈCLE DE CONFLIT
ARMÉ ÉTUDE SUR LES DISCOURS DE LA JUSTICE
TRANSITIONNELLE EN COLOMBIE***

(*INVENTING PEACE AFTER A HALF-CENTURY OF ARMED CONFLICT STUDY
ON THE TRANSITIONAL JUSTICE DISCOURSES IN COLOMBIA*)

Luis-Miguel Gutierrez Ramirez**

RÉSUMÉ

Depuis plus de cinquante ans, la Colombie vit l'un des plus vieux conflits armés de la planète. Il s'agit en effet d'une guerre qui oppose deux groupes de guérillas (FARC-EP et ELN) aux Forces Armées régulières ainsi qu'aux groupes paramilitaires d'extrême droite (AUC appelés aujourd'hui BACRIM) et qui au fil du temps a entraîné de graves conséquences dans tous les secteurs de la société. Bien qu'il n'existe pas un chiffre consolidé, certaines organisations recensent 220 000 morts, 25 000 disparus et plus de 5 millions de personnes déplacées, sur une population d'environ 48 millions de personnes, comme conséquence du conflit, ce qui témoigne de l'ampleur de la tragédie humanitaire colombienne.

Face à une guerre qui s'éternise, divers gouvernements ont entamés de négociations de paix qui se sont soldées pour la plupart par un échec. Néanmoins, sous la première présidence d'Alvaro Uribe (2002-2006), un processus de paix a abouti avec les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC). C'est à ce moment-là que le discours de la *justice transitionnelle* émerge en Colombie afin de justifier les réponses politiques et juridiques envisagées par le gouvernement pour mener ce processus, notamment en ce qui concerne les violations graves des droits

* Bu makale 15.04.2015 tarihinde Yayinevimize ulaşmış olup, 08.10.2015 tarihinde hakem onayından geçmiştir.

** ATER et doctorant en droit public. Université Toulouse 1 Capitole. (France). E-mail: lmg.tls@gmail.com

de l'Homme et les crimes internationaux commis par ces groupes. Depuis 2012, le gouvernement de Juan Manuel Santos et la guérilla des FARC sont dans un processus de paix pour la terminaison du conflit armé interne. La justice transitionnelle fait partie des sujets principaux de négociation et les parties viennent de trouver tout récemment un accord sur la manière dont celle-ci sera mise en place dans un possible post-conflit.

Le présent article s'intéresse à la réception et instrumentalisation du discours de justice transitionnelle en Colombie. On constate les difficultés de mener un processus de post- conflit et de pacification avant même la cessation des hostilités et la démobilisation de toutes les parties en conflit ainsi que les dilemmes que cela entraîne dans une société désireuse de paix.

Mots clés: Colombie; justice transitionnelle; conflit armé interne; processus de paix; droits des victimes; Constitution.

ABSTRACT

For more than fifty years, Colombia has witnessed one of the oldest armed conflicts in the world. This is indeed a war between two guerrillas (FARC and ELN) against the regular armed forces and the extreme right paramilitary groups (AUC, nowadays named Bacrim). This war over time has led to serious consequences in all sectors of society. Although there is no consolidated data, national rapports count the Colombian humanitarian tragedy: diverse sources calculate 220,000 dead, 25,000 victims of enforced disappearance and 5 million displaced persons as a result of the armed conflict.

Faced with an endless war, several governments have started peace negotiations which resulted mostly in failure. However, under first presidential term of Alvaro Uribe (2002-2006), a peace process was agreed with paramilitary groups (Autodefensas unidas de Colombia – AUC). Transitional justice discourse emerges in Colombia to justify political and legal responses visualized by the Government to complete this process, particularly with regard to serious human rights violations and international crimes perpetrated by these groups. Since 2012, the Government of Juan Manuel Santos and FARC guerrilla started a peace process for the finalization of non-international armed conflict. Transitional

justice is one of the main topics of negotiation and it has recently come to an agreement on how it will be implemented in a potential post-conflict.

This article focuses on the reception and manipulation of transitional justice discourse in Colombia. We confirm the difficulties of conducting a post conflict process before the cessation of hostilities and the demobilization of all the parties in conflict. This situation is very problematic in a society eager for peace.

Keywords: *Colombia; transitional justice; non-international armed conflict; peace processes; victim's rights; Constitution.*

« Il est plus facile de faire la guerre que la paix ».

Discours de Verdum – 14 juillet 1919

Georges Clemenceau

Le conflit armé interne en Colombie naît au milieu des années soixante dans un contexte historique marqué par deux phénomènes. D'un côté, au niveau international, la Guerre froide, opposant les puissances capitalistes à celles autoproclamées communistes, aura des conséquences significatives dans le continent américain, notamment en Colombie. En effet, soutenus par l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), divers groupes de guérilla empruntent la voie armée afin de renverser le *statu quo* considéré comme injuste et oppressif, conquérir le pouvoir par la force militaire et instaurer un modèle politico-économique conforme aux idées marxistes-léninistes. Le succès de la révolution cubaine de 1959 répand son souffle par les Andes et encourage la création des guérillas au Nicaragua (1961), au Guatemala (1962), au Pérou (1963), en Colombie (1964), en Argentine (1964) et en Bolivie (1966).

Face à cette « menace communiste », les Etats Unis d'Amérique n'hésitent pas à intervenir dans les ordres interaméricains soutenant idéologiquement, mais aussi matériellement et financièrement, des régimes à tendance autoritaire, voire dictatoriale. C'est ainsi que les Forces Armées nationales s'emparent du pouvoir par le biais des coups d'État illégaux au Brésil (1964), en Bolivie (1964), en Uruguay (1973), au Chili (1973) et en Argentine (1976). Suivant la doctrine de Sécurité

nationale et coordonnées dans le cadre de l'« Opération Condor », les dictatures militaires vont enlever, assassiner, emprisonner et torturer des milliers des personnes de manière systématique et généralisée en Amérique latine¹.

D'un autre côté, au niveau interne, les idées révolutionnaires trouvent en Colombie une société fortement inégalitaire, traditionnellement gouvernée par des élites économiques latifundistes qui monopolisent la vie politique et se partagent le pouvoir entre deux partis politiques hégémoniques: le parti libéral et le parti conservateur. L'absence d'alternance politique et de véritables possibilités d'accéder à l'exercice du pouvoir public marginalisant les secteurs populaires est de surcroît accompagnée d'une sanglante répression contre le mouvement social ouvrier et paysan. Un État presque inexistant dans les régions, incapable d'assurer les services publics les plus élémentaires, contraste avec l'opulence des secteurs aisés des grandes villes qui ne se préoccupent point des conditions de pauvreté de la majorité de la population.

Le conflit armé devient alors inévitable. A la création en 1964 des *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC - Forces armées révolutionnaires de Colombie), suivent celle de l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN - Armée de libération nationale) en 1965 et celle de l'*Ejército Popular de Liberación* (EPL - Armée populaire de libération) en 1967².

Le conflit armé en Colombie a donc des origines socio-politico-économiques très claires. Il ne s'agit absolument pas d'un conflit à caractère religieux. Ce n'est pas non plus un conflit basé sur des critères ethniques voire raciaux. Il est donc question d'une confrontation armée qui oppose deux adversaires nettement délimités, les guérillas et l'État, quelque peu calquée d'un point de vue théorique à l'image de la Guerre froide. Cette clarté idéologique et organique sera néanmoins estompée

¹ Il est à préciser que, paradoxalement, la Colombie est, hormis une courte période dictatoriale du Général Gustavo Rojas Pinilla entre 1953 et 1957, l'un des rares pays à ne pas avoir connu une dictature militaire. L'influence des États Unis d'Amérique sera néanmoins bien présente dans le contexte national, notamment à partir des années 90 dans le cadre de la guerre contre le narcotrafic.

² Il existe de différences idéologiques: les FARC sont marxistes-léninistes alors que l'EPL est maoïste et l'ELN, une guérilla castriste imprégnée de la théologie de la libération.

des années plus tard du fait de deux phénomènes concomitants: l'apparition de nouveaux acteurs dans le champ de bataille d'une part et la fin de la Guerre froide d'autre part.

La longue durée du conflit colombien a en effet permis une mutation, une transformation importante des circonstances de la confrontation armée et une réadaptation de celles-ci dans les discours des acteurs belligérants. Au niveau international, la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin de l'URSS en 1991 signifient un changement de paradigme dans les relations internationales. La logique binaire qui a marqué plus de la moitié du XX^e siècle sera remplacée par une gouvernance globale moins polarisée. En outre, les dictatures militaires du Cône sud commencent à tomber les unes après les autres, en Bolivie (1981), en Argentine (1983), en Uruguay (1985), au Brésil (1985), au Paraguay (1989) et finalement au Chili (1990). Les conflits armés en Amérique centrale aboutissent à des négociations de paix sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies au Salvador (1991) et au Guatemala (1996).

Malgré tous ces changements favorables en théorie à la finalisation du conflit armé interne, une situation à contre sens va caractériser le cas colombien. Deux nouveaux groupes de guérilla voient le jour: le *Movimiento 19 de abril* (M-19, le Mouvement 19 avril) créé en 1974 suite à la fraude électorale des élections présidentielles de 1970 et le *Movimiento Armado Quintin Lame* (Mouvement armé Quintin Lame) qui émerge en 1984 comme réponse à la persécution des peuples indigènes dans le sud du pays. Dans le même temps, les premières guérillas se sont militairement renforcées et leurs membres se sont exponentiellement multipliés³.

Ce phénomène sera accompagné par la naissance de groupes armés d'extrême droite (paramilitaires), financés par des entreprises multinationales et des élites terriennes et industrielles pour, dans un premier moment, protéger leurs intérêts contre l'action subversive, mais aussi élargir sa puissance économique par le biais de l'appropriation violente des terres, la persécution et extermination de mouvements politiques portant des idées de gauche et le contrôle des populations par

³ Pour illustrer ce point, il faut noter que, si à la fin des années soixante on pouvait compter à peine quelques centaines de rebelles, en 1990 les FARC avaient plus de 8 000 combattants et en 2000 elles en comptent sur plus de 17 000.

la terreur. En outre, une logique manichéenne que l'on peut résumer par la phrase « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » s'empare des institutions étatiques, notamment des Forces armées et de Police qui collaborent, soutiennent et agissent de manière conjointe et combinée avec les groupes paramilitaires⁴.

La complexe configuration du conflit armé colombien sera aussi déterminée à partir des années 1980 par l'apparition du phénomène du narcotrafic, puissant et inépuisable combustible de la guerre, source des malheurs du peuple colombien et cause irréductible d'une culture de corruption qui corrode tous les secteurs de la vie nationale. En définitive, le niveau de violence s'accroît, les atrocités commises par tous les acteurs se multiplient, la dégradation du conflit armé se généralise et le nombre de victimes ne cesse d'augmenter depuis plus de 50 ans. Voilà un aperçu rapide de ce qu'est la tragédie colombienne.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser après cette description, la guerre fratricide en Colombie a été accompagnée depuis son début par des discours et des processus qui ont sans succès cherché à instaurer la paix dans le pays. Bertolt Brecht affirmait: « [I]a guerre n'exclut pas la paix. La guerre a ses moments paisibles. Elle satisfait tous les besoins de l'homme, y compris les besoins pacifiques. C'est organisé comme cela, sinon la guerre ne serait plus viable ». La paix n'est donc pas étrangère au conflit colombien. Divers gouvernements ont entamé des négociations de paix qui se sont soldées pour la plupart par un échec. La démobilisation de certains groupes armés a néanmoins permis une pacification partielle mais inefficace en Colombie (I). Les discours de paix sont pourtant étouffés par les balles de la guerre qui fait encore partie du quotidien, les belligérants mènent leurs combats en même temps qu'ils parlent de paix (II).

⁴ La Cour interaméricaine des droits de l'homme a condamné à plusieurs reprises l'Etat colombien pour des violations graves aux droits de l'homme commises par des Agents étatiques avec des groupes paramilitaires: Affaire des Communautés afro-descendantes déplacées du Cacarica (opération genèse), arrêt du 20 novembre 2013; Affaire Manuel Cepeda Vargas, arrêt du 26 mai 2010; Affaire massacre de la Rochela, arrêt du 11 mai 2007; Affaire des massacres d'Ituango, arrêt du 1 juillet 2006; Affaire de la massacre de Pueblo Bello, arrêt du 31 janvier 2006; Affaire de la massacre de Mapiripán, arrêt du 15 septembre 2005; Affaire des 19 commerçants, arrêt du 5 juillet 2004.

I) La pacification partielle mais inefficace d'un pays encore en guerre

La Colombie est encore aujourd'hui un pays en guerre. Au moins trois générations de colombiens n'ont pas connu un seul jour de paix depuis plus de 50 ans. Il faut néanmoins noter que les négociations de paix entre les divers gouvernements qui se sont succédés et les groupes armés illégaux ont toujours eu une place importante dans l'agenda politique du pays (A). Une tendance récente, fortement influencée par le droit international, montre que les discours politiques de pacification ont cédé avec le temps aux exigences juridiques pour mener les négociations de paix en Colombie (B).

A) Les négociations de paix en Colombie: entre l'espoir et la désillusion

Face à une guerre qui s'éternise, divers gouvernements ont entamé des négociations de paix avec les différents groupes de guérilla, notamment entre 1983-1985, entre 1990-1992, entre 1998-2002 et depuis 2012 à nos jours. En outre, sous la première présidence d'Alvaro Uribe (2002-2006), un processus de paix avec les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) a abouti à la démobilisation d'environ 32 000 paramilitaires. Toutes ces négociations de paix se sont soldées en réalité par des résultats mitigés.

Deux de ces expériences peuvent être qualifiées d'échecs complets. D'abord, le 24 mai 1984 le Gouvernement de Belisario Betancur et les FARC signent les Accords de *La Uribe*. Un cessez-le-feu réciproque ouvre la porte aux pourparlers auxquelles les guérillas du M19, l'EPL et l'ELN adhèrent postérieurement. Sans soutien des partis politiques traditionnels, notamment du parti libéral, et face à une opposition déclarée de l'Armée régulière, les négociations tombent à l'eau suite à divers événements de violence. La persécution sanglante et l'extermination presque totale des membres du parti politique Union patriotique, y compris ceux démocratiquement élus aux élections locales et nationales, qui était apparu en conséquence des négociations de paix, montrent sans aucun doute l'absence de garanties pour les personnes qui renoncent à la voie armée.

Ensuite, des années plus tard, en 1998, le Gouvernement d'Andres Pastrana et les FARC décident de négocier sans qu'une trêve ne soit pacté ni un cessez-le-feu déclaré. La guerre se poursuit dans le territoire

en même temps que les pourparlers se déroulent dans une zone démilitarisée de 42 000 km² (la taille de la Suisse), utilisée par ailleurs comme base arrière pour des opérations subversives. La rupture du processus de paix en 2002 éloigne dans l'immédiat la possibilité d'en finir avec le conflit armé et laisse dans la population civile un sentiment d'amertume et de désespoir.

Les deux périodes présidentielles d'Alvaro Uribe (2002-2010) suivant l'échec des négociations avec les FARC seront caractérisées par le renforcement et la modernisation des Forces Armées régulières, la négation officielle de l'existence d'un conflit armé en Colombie⁵ et par un combat sans merci contre la subversion sous un discours de guerre contre le terrorisme. En revanche, ce même gouvernement entreprend des négociations de paix avec les groupes paramilitaires qui aboutissent à leur démobilisation en 2005. Environ 32 000 paramilitaires rendent les armes et certains, très peu en réalité⁶, se soumettent à la justice par le biais d'un procès pénal spécial régulé par la loi 975 de 2005 dite « Loi de justice et paix »⁷.

Le succès de ce processus demeure très contesté. D'une part, les zones d'influence des anciens paramilitaires sont toujours sous le contrôle des groupes armés recyclés ou renouvelés qui s'identifient avec la lutte antiterroriste et qui sont très liés aux activités du narcotrafic. D'autre part, bien que le gouvernement nie la continuité des paramilitaires et par un jeu de langage les appelle Bandes criminelles émergentes (Bacrim), les populations touchées par le conflit demeurent sous l'emprise de la terreur et la peur comme c'était le cas avant la démobilisation supposée⁸. Les défauts rencontrés dans la conception et la mise en place des programmes de réintégration, dans un contexte de persistance de la guerre dont le narcotrafic fait son affaire, font des anciens combattants des cibles pour un réarmement; un recyclage de la

⁵ SERRANO Y. Nommer le conflit armé et ses acteurs en Colombie. Communication ou information médiatique ?, L'Harmattan, Paris, 2012.

⁶ En principe, environ 4 200 paramilitaires étaient censés se soumettre au procès spécial de justice et paix. Néanmoins, seulement environ 2 200 l'ont effectivement fait.

⁷ AMBOS K., Procedimiento de la ley de justicia y paz (Ley 975 de 2005) y derecho penal internacional, Temis, Bogotá, 2010, p. 275.

⁸ DIAZ A.M. et GALLON G. (ed.), Colombia: la metáfora del desmantelamiento de los grupos paramilitares, Comisión Colombiana de Juristas, Bogotá, 2010, p. 391.

violence s'explique donc par des objectifs lucratifs ou simplement de survie⁹.

Le changement de gouvernement opéré en 2010 signifie un virement radical de la politique officielle de paix. Tout d'abord, le président Juan Manuel Santos reconnaît sans ambiguïtés l'existence d'un conflit armé interne. Ensuite, il fait approuver une loi 1448 de 2011 portant sur la réparation des victimes de la violence et sur la restitution des terres illégalement appropriées. Finalement, des pourparlers avec la guérilla des FARC sont entamés en 2012¹⁰. Cette fois-ci, il s'agit des négociations se déroulant à Cuba avec un agenda précis de six points¹¹ dont quatre ont déjà trouvé des préaccords importants notamment en ce qui concerne « la réforme rurale intégrale », « la participation politique: ouverture démocratique pour la construction de la paix » et « la solution au problème des drogues illicites ». Tout récemment, le 23 septembre 2015, lors de l'annonce officiel du quatrième préaccord portant sur la justice transitionnelle, on a peut voir le Président de la République Juan Manuel Santos serrer la main du Commandant en chef des FARC, Rodrigo Londoño Echeverri, plus connu par les pseudonymes Timoléon Jiménez ou Timochenko. Il s'agit d'un événement sans précédent qui témoigne de l'état d'avancement des négociations.

Il faut noter néanmoins que le processus de paix en général et les quatre préaccords obtenus en particulier font l'objet de nombreuses critiques. Il existe actuellement en Colombie une forte polarisation de la société, des partis politiques et des institutions militaires autour du sujet de la paix mettant souvent en cause la possibilité de parvenir à la terminaison du conflit armé. L'espoir n'est cependant pas perdu et l'on souhaite que les parties soient capables d'arriver à un accord définitif

⁹ DAVIAUD S. « Démobilisation des paramilitaires et recomposition des violences en Colombie », N. DUCLOS (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Karthala, Paris, Coll. « Recherches internationales », 2010, p. 143-172.

¹⁰ Il y a aussi une volonté du Gouvernement d'entamer une négociation à part avec l'autre guérilla du ELN. Il faut noter néanmoins que les efforts des parties n'ont pas encore aboutis à une négociation de paix formelle.

¹¹ Les six points objet de la négociation sont 1) politique de développement agricole; 2) participation politique; 3) fin du conflit; 4) solution aux problèmes des drogues illicites; 5) les victimes du conflit et 6) la mise en application, vérification et ratification.

dans les six mois suivant l'annonce du 23 septembre 2015 soit en mars 2016 au plus tard. Bien que la fin de la guerre soit vraisemblablement proche, on ne peut pas oublier la consigne des pourparlers selon laquelle: « tant qu'il n'y a pas d'accord sur tout, il n'y a d'accord sur rien ».

Le peuple colombien ne veut et ne peut plus continuer dans ce bain de sang qui a déjà trop duré. L'histoire récente de Colombie montre qu'il est possible de démobiliser des groupes armés et de les intégrer dans le jeu politique et dans la légalité. En effet, au début des années 1990, trois guérillas, le M-19, l'EPL et le Quintin Lame, ont rendu les armes et se sont réunies autour d'un projet politique commun. Leurs revendications furent l'objet d'un débat public ce qui a conduit à la rédaction d'une nouvelle constitution en 1991¹². Il s'agit en fait du seul processus de paix incontestablement réussi en Colombie. Il faut néanmoins noter que les circonstances actuelles ne sont pas les mêmes qu'à cette époque car le discours de paix est de nos jours beaucoup plus juridique que politique.

B) Les outils de pacification en Colombie: du discours politique au discours juridique

La Colombie a toute une histoire de luttes politiques relatives au bipartisme qui remontent à l'époque même de l'indépendance de l'Espagne en 1810. En effet, neuf guerres civiles se sont succédées jusqu'à l'émergence des premiers mouvements guérilleros dans les années soixante. Cette histoire de violence a été accompagnée par l'existence de divers mécanismes de pacification mis en place pour régler d'un point de vue juridique des problèmes d'origine politique. De ce fait, deux types de normes seront privilégiés par les acteurs pour transiter de la guerre vers la paix.

D'un côté, la Constitution, norme suprême de l'ordonnement juridique, devient soit le grand prix que remportent les vainqueurs, soit le pacte entre adversaires qui permet d'arrêter la violence. L'histoire constitutionnelle colombienne témoigne de l'existence de 15 Constitutions tout au long du XIX^e siècle. La plupart de ces Constitutions représente en effet la fin d'une guerre civile mais aussi le

¹² La Constitution de 1991 remplace la Constitution de 1886, laquelle était jusqu'alors la norme suprême de plus longue durée dans l'histoire constitutionnelle de la Colombie.

commencement de la suivante¹³. D'un autre côté, les lois d'amnisties sont toujours promulguées presque de manière immédiate suite aux négociations de paix contre la remise des armes. Ces lois effacent les conséquences juridiques d'un délit commis dans le cadre du conflit armé et garantissent à son auteur l'impunité. D'après Sánchez, « durant le XIX^e siècle 17 amnisties générales furent adoptées et 9 autres le furent durant le XX^e siècle »¹⁴ ce qui montre le recours systématique à cette mesure. Le droit est en effet instrumentalisé pour gérer une étape de transition, un passage d'un conflit armé vers l'apaisement des rapports sociaux. Il s'agit somme toute d'oublier le passé, de faire table rase pour avancer vers l'avenir.

Le seul processus de paix abouti entre trois guérillas et le gouvernement colombien en 1990 reproduit cette tradition. D'une part, le Parlement édicte la loi 77 de 1989 autorisant le Président de la République à octroyer une grâce à ceux considérés responsables des délits politiques commis avant l'entrée en vigueur de la loi. Ensuite le gouvernement étend ce bénéfice aux membres des guérillas qui se sont engagés dans les négociations de paix. D'autre part, le peuple exprime sa volonté de convoquer une Assemblée nationale constituante dans laquelle les ex-combattants réunis dans le parti politique *Alliance démocratique M19* auront 19 des 70 sièges à pourvoir, plus 4 autres qui n'ont pourtant pas droit au vote.

La Constitution de 1991 est née d'un consensus politique entre des anciens adversaires, elle est une Constitution de paix et pour la paix¹⁵. La nouvelle Constitution s'inscrit dans la continuité du modèle d'État unitaire avec décentralisation administrative instauré par la Constitution de 1886. La séparation des pouvoirs est affirmée en suivant le régime

¹³ VALENCIA VILLA H., *Cartas de batalla: una crítica del constitucionalismo colombiano*, Bogotá, Panamericana Editorial, 2010, deuxième réimpression 2014, p. 106-107; BASILIEN-GAINCHE M.L., « La constitutionnalité de lutte: la promotion juridique de la guerre civile dans la Colombie du XIX^e siècle », R.F.D.C., n° 81, PUF, janvier 2010, pp. 21-39.

¹⁴ SÁNCHEZ GÓMEZ G., *Guerras, memoria e historia*, Bogotá, La Carreta, Universidad Nacional de Colombia, 2006, p. 99.

¹⁵ LEMAITRE RIPOLL J. *La paz en cuestión. La guerra y la paz en la Asamblea Constituyente de 1991*, Bogotá, Universidad de los Andes, 2011.

présidentiel¹⁶. L'élection populaire du Président de la République au suffrage universel direct pour un mandat de 4 ans investit celui-ci d'une grande légitimité. Il s'agit d'une Constitution inclusive avec un contenu social clairement défini. Le catalogue de droits fondamentaux garantit tant les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels. Une Cour constitutionnelle est créée en tête d'un système dans lequel coexistent le contrôle diffus et le contrôle concentré de constitutionnalité¹⁷. Une fois encore ce par le biais des formes juridiques que des anciens ennemis transforment leurs différences en compromis. Le droit vient donc pérenniser un accord de paix et le garantir dans l'avenir.

Il est donc fondamental de préciser que ces mesures de pardon judiciaire seulement bénéficient aux membres des groupes guérilleros. Les agents de l'Etat ne sont pas concernés. Leur responsabilité pour les excès et les crimes commis dans le conflit n'est pas mise en cause car il règne une impunité de fait. En outre, le cadre normatif de la pacification ne s'intéresse point aux victimes de la guerre. Il n'y a donc pas de mesures dirigées à garantir les droits à la justice, à la réparation et à savoir la vérité des victimes des exactions. Il s'agit avant tout des négociations basées sur le pragmatisme politique dont le droit des victimes n'est pas un facteur déterminant.

Tout cela va profondément changer à partir de la moitié des années 1990 lorsqu'au niveau international les crimes les plus graves comme le génocide, les crimes de guerre et contre l'humanité seront poursuivis et sanctionnés par des tribunaux pénaux *ad hoc* en Ex-Yougoslavie et au Rwanda puis par la Cour Pénale Internationale. La tolérance face aux exactions commises dans le cadre des conflits armés va s'épuiser dans les discours politiques de réconciliation qui prônent l'impunité comme condition *sine qua non* pour embrasser la paix.

Au niveau régional, le système interaméricain des droits de l'homme va s'opposer avec brio à ces politiques d'impunité. Les lois

¹⁶ VIDAL PERDOMO J., « Le régime présidentiel en Colombie », *International law – Revista colombiana de derecho internacional*, n° 1, Bogotá, Pontificia Universidad Javeriana, 2003, pp. 83-102.

¹⁷ HENAO PÉREZ J.C., « La Cour constitutionnelle colombienne, son système de contrôle de constitutionnalité et les évolutions jurisprudentielles récentes », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 34, 2012, pp. 205-212.

d'amnistie promulguées dans le cadre des transitions de la dictature vers la démocratie ou de la guerre à la paix sont systématiquement déclarées non conformes aux engagements internationaux par la Cour interaméricaine des droits de l'Homme et ce à partir de 2001¹⁸. Le contexte normatif du nouveau millenium va recadrer les politiques de pacification; les droits des victimes seront désormais omniprésents, limitant fortement la marge de manœuvre des Etats au moment de négocier des accords de paix. Celle-ci ne peut plus creuser ses bases sur l'impunité.

La négociation de paix en Colombie avec les groupes paramilitaires de 2003 va notamment se voir confrontée à ces standards internationaux. C'est à cette époque-là que les discours de la justice transitionnelle débarquent en Colombie afin de justifier les réponses politiques et juridiques envisagées par le gouvernement pour mener ce processus.

II) Les discours de paix sous les balles: réception et transformation de la justice transitionnelle en Colombie

La justice transitionnelle est définie par Ruti Teitel comme « une conception de la justice liée aux périodes de changement politique, caractérisée par des réponses légales mettant en lumière les crimes commis par les régimes répressifs antérieurs »¹⁹. D'un point de vue théorique pour qu'il y ait justice transitionnelle, une transition doit s'être opérée mettant fin à un conflit armé ou à une dictature. Cette formule sera néanmoins adaptée au contexte colombien dans lequel il s'agit d'une justice transitionnelle sans transition²⁰ (A). Sa mise en scène est en effet présentée comme un outil indispensable de pacification pour finir avec le conflit et ses conséquences (B).

¹⁸ GUTIERREZ RAMIREZ L.M., « La obligación internacional de investigar, juzgar y sancionar graves violaciones a los derechos humanos en contextos de justicia transicional », *Estudios Socio-jurídicos*, 16(2), Bogotá, Universidad del Rosario, 2014, p. 23-60.

¹⁹ TEITEL R., « Transitional Justice Genealogy », *Harvard Human Rights Journal*, Vol 16, Spring 2003, Cambridge, MA, 2003.

²⁰ Le terme est emprunté à UPRIMNY R. et al., *¿Justicia transicional sin transición? Verdad, justicia y reparación para Colombia*, Bogotá, Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, Dejusticia, 2006.

A) La «colombianisation» d'une formule: la justice transitionnelle sans transition

La justice transitionnelle n'est absolument pas une invention colombienne. Elle a en effet été l'objet de profondes analyses à partir des années 1990 dans de différents contextes liés aux conflits armés ou de répression étatique. Les expériences de justice transitionnelle se sont multipliées partout dans le monde, tous les continents ont connu les dilemmes émergeant au moment de gérer un passé taché par des violations graves des droits de l'homme et le besoin impérieux de reconstruire une société déchirée par la violence. Il faut cependant souligner qu'au niveau international, la justice transitionnelle a été mise en place dans des situations post conflictuelles où il existait une transition clairement définie, soit de la guerre à la paix soit de la dictature à la démocratie. Autrement dit, dans des situations où la violence armée ou politique était arrivée à son terme. Ce qui n'est toujours pas le cas en Colombie: la guerre fait encore partie du quotidien, les belligérants mènent leurs combats, y compris les paramilitaires malgré leur démobilisation supposée, et les victimes ne cessent d'augmenter.

En Colombie, la justice transitionnelle débarque dans le débat national en 2003 au moment des négociations de paix entre le gouvernement Uribe et les paramilitaires. Les contraintes posées par des standards internationaux de lutte contre l'impunité font obstacle à ce qu'une amnistie soit accordée. Le gouvernement va néanmoins proposer un projet de loi avec des mesures alternatives conduisant au même résultat. Les débats dans le Parlement et l'opposition des Organisations non gouvernementales ainsi que de la communauté internationale font pression pour que le texte officiel ne soit pas adopté. En 2005, le Parlement vote la loi 975 dite de « justice et paix » dans laquelle des bénéfices sont prévus pour les paramilitaires soupçonnés de crimes graves consistant en peines de prison entre 5 et 8 ans. La Cour constitutionnelle est saisie de la loi et conditionne la constitutionnalité de celle-ci à l'obligation de révéler toute la vérité sur les violations des droits de l'homme commises par les paramilitaires et à la réparation des victimes. L'effort d'adéquation aux standards internationaux opéré par la Cour constitutionnelle est accompagné dans sa décision C-370 de 2006 par la qualification expresse du contexte colombien comme un contexte

de justice transitionnelle²¹. Il s'agit en effet d'une institutionnalisation du terme, lequel sera désormais approprié par tous les acteurs nationaux notamment par le gouvernement. Delphine Lecombe fait une analyse très intéressante de cette appropriation de la justice transitionnelle en Colombie. Pour elle:

« En captant les discours et pratiques de la *justice transitionnelle*, l'Etat colombien, jusque-là largement critiqué pour les violations des droits de l'homme commises par ses agents, deviendrait un promoteur de « bonnes pratiques » internationales de la sortie de conflit et coopterait des figures de l'opposition »²². « L'institutionnalisation de la *justice transitionnelle* a donc permis au gouvernement Uribe de légitimer au niveau national et international les bénéfices accordés aux paramilitaires. Ce processus a été présenté à la fin des années 2000 par le gouvernement [...] comme un modèle de justice en comparaison d'autres expériences mondiales »²³.

L'instrumentalisation du discours de la justice transitionnelle cache en effet la place inexistante réservée aux victimes dans ce « modèle » prôné par le gouvernement Uribe. Les mécanismes de transition tournent autour des paramilitaires (les victimaires); leurs victimes sont en réalité laissées de côté car l'Etat n'entend pas le besoin de réparer les préjudices qu'elles ont subis. La reconstruction de la vérité sera simplement une compilation judiciaire de ce que les victimaires veulent raconter, les voix des victimes sont ainsi étouffées. La reconnaissance de responsabilité étatique par les crimes commis dans le conflit en raison de sa liaison illégale avec les groupes paramilitaires n'est point envisagée. Le modèle colombien de justice transitionnelle de cette époque est un contre-modèle car il n'est pas intéressé par le sort des victimes.

²¹ QUINCHE M.F., *Los estándares de la Corte interamericana y la ley de justicia y paz*, Bogotá, Editorial Universidad del Rosario, « Colección textos de jurisprudencia », 2009, p. 337.

²² LECOMBE D., « Nous sommes tous en faveur des victimes » Usages sociaux et politiques de la justice transitionnelle en Colombie (2002-2010), Thèse doctoral en science politique, Institut d'Études Politiques de Paris, 2013, p. 46

²³ LECOMBE D., *La paix maintenant ? Une analyse du processus de paix colombien*, 2013, p. 11. [En ligne:http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/La%20paix%20maintenant_%20DL.pdf]

Cette tendance sera visiblement modifiée par le gouvernement de Juan Manuel Santos. Une loi 1448 de 2011 portant sur la réparation des victimes et la restitution de terres illégalement appropriées sera promulguée dès le début de son mandat. La reconnaissance de l'existence d'un conflit armé en Colombie permet ainsi de s'intéresser à ceux qui l'ont souffert. Il n'y aura plus de distinction voire de discrimination dans l'ensemble des victimes car toutes y seront incluses et non seulement celles du paramilitarisme. Désormais toutes les victimes font partie de cet effort étatique de reconstruction et de garantie de leurs droits²⁴.

Les bonnes intentions de l'actuel gouvernement ne sauront cependant pas régler le véritable problème de la justice transitionnelle en Colombie. La continuation du conflit armé est sans doute source inépuisable de nouvelles victimes. L'absence de dépuración de la fonction publique, notamment dans l'Armée et la Police reproduit sans cesse cet esprit manichéen qui a permis tant « d'excès » voire des violations graves des droits de l'homme à l'encontre de la population civile. L'impunité dont bénéficient les élites politiques et économiques qui se sont servis du conflit armé pour multiplier leur influence et qui ont su tirer profit du chaos national, fait défaut à une véritable transformation de la société colombienne.

La logique attend une transition comme condition précédant la mise en place de la justice transitionnelle. En Colombie, cette justice est néanmoins présentée comme un outil capable de produire elle-même une transition de la guerre à la paix.

B) Les discours de la justice transitionnelle comme outil de pacification

Les arguments encourageant la mise en place de la justice transitionnelle en Colombie sont tout à fait légitimes. Le gouvernement affirme que « lorsqu'à peu près 10% de la population colombienne a été

²⁴ Un rapport du Centre de mémoire historique a recensé l'ampleur de la tragédie colombienne: 218 094 personnes assassinées, 27 023 enlèvements, 25 000 cas de disparitions forcées, 5 156 enfants soldats et plus de 4.7 millions de personnes déplacées à cause du conflit armé. Cfr. ; Basta Ya ! Colombia: memorias de guerra y dignidad, Rapport du groupe de mémoire historique, Bogotá, Imprenta nacional, 2013.

victime du conflit armé, lorsque son état de vulnérabilité provient précisément de celui-ci, les efforts gouvernementaux pour réparer les victimes doivent commencer avant que la confrontation arrive à son terme »²⁵. Autrement dit, la longue durée du conflit n'est pas une excuse pour retarder indéfiniment des mesures orientées à soulager la souffrance des victimes. En outre, la démobilisation des groupes paramilitaires fait que les anciens combattants sont dans un processus de réintégration dans la société civile. De ce fait, ils partagent des espaces communs et sont en contact permanent avec des personnes qui auparavant ont souffert de leur violence. Les mécanismes de justice transitionnelle sont sans aucun doute des outils nécessaires à la pacification des rapports sociaux.

Le véritable problème est néanmoins la persistance des logiques guerrières et la réalité de la confrontation qui n'a pas cessé. Les guérillas des FARC et d'ELN soutiennent des combats avec les Forces armées régulières car un cessez-le-feu n'a pas été pacté lors de négociations de paix. Les paramilitaires, ou Bacrim si l'on veut, demeurent actifs dans des régions attirant les intérêts économiques et politiques des multinationales ou des élites latifundistes. Le narcotrafic maintient sa rentable industrie de la mort et nourrit tous les jours les esprits contaminés par la corruption. La chaîne de production, transformation et distribution de la drogue est un marché inépuisable et une source de financement pour les acteurs de la violence. Cette situation a des impacts concrets chez les victimes étant sous l'emprise de la peur et la terreur. Par exemple, bien que la loi 1448 de 2011 encadre la restitution des terres illégalement appropriées, environ 71 personnes demandant l'exécution de cette loi ont été assassinées, 500 autres ont reçu des menaces de mort²⁶. Les programmes de réparation ne sont pas en mesure de protéger les victimes de nouvelles exactions. La vérité ne saurait jamais émerger dans un peuple qui craint les conséquences de dénoncer les structures armées mais aussi civiles, politiques et économiques, qui l'ont depuis tant des années opprimé.

Dans ce contexte, il est très intéressant de noter aussi qu'en vue des pourparlers avec les FARC, la Constitution de 1991 fut amendée en

²⁵ Colombie, Ministère de l'intérieur et de la justice, *Justicia transicional. Aportes para construir un lenguaje unificado de transición en Colombia*, Bogotá, 2011, p. 8.

²⁶ Human Rights Watch, *El riesgo de volver a casa. Violencia y amenazas contra desplazados que reclaman restitución de sus tierras en Colombia*, 2013.

2012 en ajoutant les articles 66 et 67 transitoires. L'article 66 incorpore au texte constitutionnel la notion de justice transitionnelle pour encadrer la finalisation du conflit armé interne en Colombie. Il est donc prévu la promulgation d'une loi chargée d'établir une *Commission de la vérité* qui n'a d'ailleurs jamais existé auparavant en Colombie²⁷. En outre, il sera opéré une sélection et une priorisation des cas portant sur des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui seront jugés par la justice. De ce fait, l'action pénale sera centrée sur les plus hauts responsables des crimes de droit international et sera abandonnée pour tous les autres responsables. La nouvelle disposition constitutionnelle reconnaît l'impossibilité de traiter judiciairement l'ensemble des exactions commises au cours des cinquante années de conflit armé interne.

On peut donc constater aujourd'hui l'existence de tout un ensemble de normes de justice transitionnelle applicables normalement à une situation de post-conflit. Cela est très curieux car ces mesures sont antérieures à l'existence même d'un accord de paix, en l'espèce, avec la guérilla des FARC. Le dispositif étant constitutionnalisé, on sait déjà qu'il n'est pas accepté par les belligérants qui ont manifesté à plusieurs reprises que la réforme constitutionnelle de 2012 fut une initiative unilatérale du gouvernement et par conséquent celle-ci ne tient pas en compte la position des FARC. De ce fait, seuls les accords négociés à la Havane entre le gouvernement colombien et la guérilla ont vocation à encadrer la manière dont les crimes commis dans le cadre du conflit armé interne seront enquêtés, jugés et sanctionnés. Durant plus d'un an, la question de la justice transitionnelle a fait l'objet d'une négociation difficile. Le pré-accord obtenu sur ce sujet est sans aucun doute très important.

Le communiqué de presse du 23 septembre 2015 annonce de manière très sommaire la création d'une juridiction spéciale pour la paix. Cette juridiction spéciale « sera compétente pour juger tous ceux qui, de manière directe ou indirecte, ont participé dans le conflit armé interne, y

²⁷ GUTIERREZ RAMÍREZ L.M. et RODRÍGUEZ J., « Una Comisión de la verdad en el modelo colombiano de justicia transicional. Aproximación a través de la historia reciente y la experiencia comparada », *Revista Jurídicas*, vol. 10, n° 2, *Justicia transicional*, Manizales, Universidad de Caldas, 2013, pp. 40-60.

compris les [membres des] FARC-EP et les agents de l'État, par les infractions commises dans le contexte et en raison du conflit, [notamment en ce qui concerne le jugement] des cas les plus graves et les plus représentatifs ». La juridiction spéciale sera composée par un Tribunal pour la paix et par des Salles de justice. Il s'agit d'une juridiction mixte composé principalement par des juges colombiens avec une participation minoritaire de juges étrangers. Deux procédures judiciaires sont prévues: une pour ceux qui reconnaissent la vérité ainsi que leur responsabilité pour les crimes commis; l'autre pour ceux qui n'en reconnaissent pas ou le font tardivement. Les premiers auront droit à une peine alternative de restriction effective de la liberté d'entre 5 à 8 ans dans des conditions spéciales. Les seconds devront affronter un procès judiciaire. Si leur responsabilité pénale est établie, ils seront condamnés à une peine de jusqu'à 20 ans de prison dans des conditions ordinaires.

En outre, d'après le point 4 du communiqué de presse du 23 septembre 2015, « l'État colombien accordera une amnistie, la plus ample possible aux délits politiques et aux délits connexes ». Il ne s'agit pourtant pas d'une amnistie absolue car celle-ci exclut certains crimes considérés comme particulièrement graves, notamment « les crimes contre l'humanité, le génocide et les crimes de guerre », mais aussi « d'autres infractions telles que la prise d'otages ou d'autres privations graves de la liberté, la torture, le déplacement forcé, la disparition forcée, les exécutions extra judiciaires et la violence sexuelle. Ces délits seront l'objet d'une enquête et d'un jugement par la juridiction spéciale pour la paix »²⁸.

L'information disponible sur le pré-accord relatif à la justice transitionnelle est très limitée²⁹ pour pouvoir établir avec certitude la portée juridique de celui-ci. Encore faudra-t-il attendre la signature de

²⁸ Gouvernement de la Colombie et FARC, Communiqué de presse n° 60 sur l'accord de création d'une juridiction spéciale pour la paix, La Havane (Cuba), 23 septembre 2015. Disponible en ligne: <https://www.mesadeconversaciones.com.co/documentos-y-comunicados>

²⁹ On sait par exemple que le pré-accord sur la justice transitionnelle est composé par 75 points. Ce document n'a pas été jusqu'à présent (2 octobre 2015) révélé à l'opinion publique. Voy. <http://www.elespectador.com/noticias/paz/acuerdo-sobre-justicia-tiene-75-puntos-y-un-catalogo-de-articulo-589968>

l'accord définitif et sa concrétisation normative tant au niveau législatif qu'au niveau constitutionnel. En effet, il faut noter qu'un projet de loi constitutionnelle a été déposé par le gouvernement le 15 septembre 2015 afin de faciliter la mise en place des accords de paix. Ce projet de réforme de la Constitution prévoit d'une part, la création d'une Commission législative spéciale au sein du Parlement pour légiférer sur l'accord de paix, et d'autre part, l'attribution de pouvoirs extraordinaires au Président de la République pour traiter des questions relatives à la paix par voie réglementaire.

La finalisation du conflit armé en Colombie est aujourd'hui plus que jamais urgente. Les conditions actuelles de la négociation entre la guérilla des FARC et le gouvernement colombien sont très favorables à la signature d'un accord de paix définitif. L'ordre juridique permettant la mise en place d'un tel accord se prépare depuis longtemps. Un fétichisme normatif ne saurait cependant pas l'emporter sur la réalité. Le post-conflit doit assurer une transformation profonde dans les mœurs pour effacer la culture de la violence et de la drogue. Des changements dans les institutions politiques et militaires sont ainsi inévitables afin de permettre d'écarter des éléments liés aux logiques de la « guerre sale ». La société colombienne désire la paix, seuls les guerriers peuvent décider de la réaliser.

Au fronton du Palais de justice de Bogotá une phrase du héros de l'indépendance Général Francisco de Paula Santander prononcée en 1821 interpelle aux colombiens: « Les armes nous ont donné l'indépendance, seules les lois nous donneront la liberté ». L'histoire de Colombie montre comme les armes ont servi à anéantir le peuple, à assassiner innocents, à détruire toute une nation. La question est de savoir si seules les lois pourront rétablir une paix qui n'a jamais existé.

BIBLIOGRAPHIE

Ambos K., *Procedimiento de la ley de justicia y paz (Ley 975 de 2005) y derecho penal internacional*, Temis, Bogotá, 2010, p. 275.

Basilien-Gainche M.L., « La constitutionnalité de lutte: la promotion juridique de la guerre civile dans la Colombie du XIXe siècle », *R.F.D.C.*, n° 81, PUF, janvier 2010, pp. 21-39.

Colombie, Centro de Memoria histórica, *¡ Basta Ya ! Colombia: memorias de guerra y dignidad*, Rapport du groupe de mémoire historique, Bogotá, Imprenta nacional, 2013.

Colombie, Ministère de l'intérieur et de la justice, *Justicia transicional. Aportes para construir un lenguaje unificado de transición en Colombia*, Bogotá, 2011.

Daviaud S. « Démobilisation des paramilitaires et recomposition des violences en Colombie », N. DUCLOS (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Karthala, Paris, Coll. « Recherches internationales », 2010, p. 143-172.

Diaz A.M. et Gallon G. (ed.), *Colombia: la metáfora del desmantelamiento de los grupos paramilitares*, Comisión Colombiana de Juristas, Bogotá, 2010, p. 391.

Gutierrez Ramirez L.M. et Rodriguez J., « Una Comisión de la verdad en el modelo colombiano de justicia transicional. Aproximación a través de la historia reciente y la experiencia comparada », *Revista Jurídicas*, vol. 10, n° 2, Justicia transicional, Manizales, Universidad de Caldas, 2013, pp. 40-60.

Gutierrez Ramirez L.M., « La obligación internacional de investigar, juzgar y sancionar graves violaciones a los derechos humanos en contextos de justicia transicional », *Estudios Socio-jurídicos*, 16(2), Bogotá, Universidad del Rosario, 2014, p. 23-60.

Henao Pérez J.C., « La Cour constitutionnelle colombienne, son système de contrôle de constitutionnalité et les évolutions jurisprudentielles récentes », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 34, 2012, pp. 205-212.

Human Rights Watch, *El riesgo de volver a casa. Violencia y amenazas contra desplazados que reclaman restitución de sus tierras en Colombia*, 2013.

Lecombe D., « *Nous sommes tous en faveur des victimes* » *Usages sociaux et politiques de la justice transitionnelle en Colombie (2002-2010)*, Thèse doctoral en science politique, Institut d'Études Politiques de Paris, 2013.

Lecombe D., *La paix maintenant ? Une analyse du processus de paix colombien*, 2013, p. 11. [En ligne: http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/La%20paix%20maintenant_%20DL.pdf]

Lemaitre Ripoll J. *La paz en cuestión. La guerra y la paz en la Asamblea Constituyente de 1991*, Bogotá, Universidad de los Andes, 2011.

Quinche M.F., *Los estándares de la Corte interamericana y la ley de justicia y paz*, Bogotá, Editorial Universidad del Rosario, « Colección textos de jurisprudencia », 2009, p. 337.

Sánchez Gómez G., *Guerras, memoria e historia*, Bogotá, La Carreta, Universidad Nacional de Colombia, 2006, p. 99.

Serrano Y., *Nommer le conflit armé et ses acteurs en Colombie. Communication ou information médiatique ?*, L'Harmattan, Paris, 2012.

Teitel R., « Transitional Justice Genealogy », *Harvard Human Rights Journal*, Vol 16, Spring 2003, Cambridge, MA, 2003.

Uprimny R. et al., *¿Justicia transicional sin transición? Verdad, justicia y reparación para Colombia*, Bogotá, Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, Dejusticia, 2006.

Valencia Villa H., *Cartas de batalla: una crítica del constitucionalismo colombiano*, Bogotá, Panamericana Editorial, 2010, deuxième réimpression 2014.

Vidal Perdomo J., « Le régime présidentiel en Colombie », *International law – Revista colombiana de derecho internacional*, n° 1, Bogotá, Pontificia Universidad Javeriana, 2003, pp. 83-102

Jurisprudence

Corte Constitutionnelle de la Colombie

Décision C-370 de 2006, dossier D-6032, du 18 mai 2006.

Cour Interaméricaine des droits de l'homme

Cour IDH, *Communautés afro-descendantes déplacées du Cacarica (opération genèse) c. Colombie*, arrêt du 20 novembre 2013.

Cour IDH, *Manuel Cepeda Vargas c. Colombie*, arrêt du 26 mai 2010.

Cour IDH, *Massacre de la Rochela c. Colombie*, arrêt du 11 mai 2007.

Cour IDH, *Massacres d'Ituango c. Colombie*, arrêt du 1 juillet 2006.

Cour IDH, *Massacre de Pueblo Bello c. Colombie*, arrêt du 31 janvier 2006.

Cour IDH, *Massacre de Mapiripán c. Colombie*, arrêt du 15 septembre 2005.

Cour IDH, *Affaire des 19 commerçants c. Colombie*, arrêt du 5 juillet 2004.

**YARIM ASIRLIK SİLAHLI ÇATIŞMANIN ARDINDAN BARIŞI
YARATMAK KOLOMBİYA'DA GEÇİŞ ADALETİ
TARTIŞMALARI ÜZERİNE İNCELEME**

*(INVENTING THE PEACE AFTER A HALF-CENTURY OF ARMED CONFLICT
STUDY ON THE TRANSITIONAL JUSTICE DISCOURSES IN COLOMBIA)*

Luis-Miguel Gutierrez Ramirez*
Çeviren/Translated by: Serkan Köybaşı**

ÖZ

Elli yıldan bu yana Kolombiya, gezegenin en eski silahlı çatışmalarından birini yaşamakta. Bu, iki gerilla grubunun (FARC-EP ve ELN) düzenli Silahlı Kuvvetler'le birlikte aşırı sağcı paramiliter gruplara (bugün BACRIM adını alan AUC) karşı yürüttüğü ve geçen zaman içerisinde toplumun tüm kesimlerinde ağır sonuçlar doğuran bir savaş. Kolombiya'daki insanî trajedinin etkisinin bir yansıması olarak, kesinleşmiş bir sayı olmamasına karşın, bazı örgütler, çatışmaların sonucunda, yaklaşık 48 milyon kişinin yaşadığı ülkede 220000 kişinin öldüğünü, 25000 kişinin kayıp olduğunu ve 5 milyon kişinin ise yerinden edildiğini belirtmekte.

Sürüp giden bir savaş karşısında, farklı hükûmetler barış görüşmeleri yürüttü ancak bunların çoğu başarısızlıkla sonuçlandı. Ne var ki, Alvaro Uribe'nin ilk devlet başkanlığı sırasında (2002-2006) Autodéfence Unies de Colombie (AUC) (Kolombiya Birleşik Özsavunması) ile yürütülen barış süreci başladı. İşte o andaki Kolombiya'da, bu süreci yönetmek için hükûmet tarafından tasarlanan, özellikle de bu gruplar tarafından gerçekleştirilen ağır insan hakları ihlalleri ve uluslararası suçlarla ilgili siyasi ve hukuksal cevapları gerekçelendirmek amacıyla, *geçiş adaleti* tartışması ortaya çıktı. 2012'den bu yana, Juan Manuel Santos hükûmeti ve FARC gerillaları, silahlı iç çatışmanın sonlan-

* Kamu hukukunda ATER ve doktora öğrencisi. Toulouse 1 Capitole Üniversitesi (Fransa). E-mail: lmg.tls@gmail.com

** Yard. Doç. Dr., Bahçeşehir Üniversitesi Hukuk Fakültesi

dırılması amacıyla barış görüşmeleri yürütmekte. Geçiş adaleti, görüşmelerin temel konularından birini teşkil etmektedir ve taraflar çok yakın zamanda, olası bir çatışma-sonrasında geçiş adaletinin gerçekleşebilme yöntemi üzerinde bir anlaşmaya varmıştır.

Bu makale, Kolombiya'daki geçiş adaleti tartışmasının kabulüyle ve araçsallaştırılmasıyla ilgilidir. Düşmanlıkların sona ermesinden ve çatışan tarafların silahsızlanmasından önce yürütülen bir çatışma-sonrası sürecinin zorluklarıyla birlikte, barış isteyen bir toplumda bunun yarattığı ikilemler ortaya konulmaktadır.

Anahtar Kelimeler: Kolombiya; geçiş adaleti; silahlı iç çatışma; barış süreci; mağdur hakları; Anayasa.

ABSTRACT

For more than fifty years, Colombia has witnessed one of the oldest armed conflicts in the world. This is indeed a war between two guerrillas (FARC and ELN) against the regular armed forces and the extreme right paramilitary groups (AUC, nowadays named Bacrim). This war over time has led to serious consequences in all sectors of society. Although there is no consolidated data, national reports count the Colombian humanitarian tragedy: diverse sources calculate 220,000 dead, 25,000 victims of enforced disappearance and 5 million displaced persons as a result of the armed conflict.

Faced with a endless war, several governments have started peace negotiations which resulted mostly in failure. However, under first presidential term of Alvaro Uribe (2002-2006), a peace process was agreed with paramilitary groups (Autodefensas unidas de Colombia – AUC). Transitional justice discourse emerges in Colombia to justify political and legal responses visualized by the Government to complete this process, particularly with regard to serious human rights violations and international crimes perpetrated by these groups. Since 2012, the Government of Juan Manuel Santos and FARC guerrilla started a peace process for the finalization of non-international armed conflict. Transitional justice is one of the main topics of negotiation and it has recently come to an agreement on how it will be implemented in a potential post-conflict.

This article focuses on the reception and manipulation of transitional justice discourse in Colombia. We confirm the difficulties of

conducting a post conflict process before, both, the cessation of hostilities and the demobilization of all the parties in conflict. This situation results very problematic in a society eager for peace.

Keywords: *Colombia; transitional justice; non-international armed conflict; peace processes; the victim's rights; Constitution.*

“Savaşmak, barışmaktan daha kolaydır.”

Verdum Söylevi – 14 Temmuz 1919

Georges Clemenceau

Kolombiya'daki silahlı iç çatışma, iki olgunun damga vurduğu tarihsel bir dönemin içinde, altmışlı yıllarından ortasında doğmuştur. Bir taraftan, uluslararası seviyede, kapitalist güçlerle kendini komünist ilan edenler arasındaki Soğuk Savaş'ın Amerika kıtasında ve özellikle Kolombiya'da çarpıcı sonuçları olacaktır. Aslında, Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği (SSCB) tarafından desteklenen çeşitli gerilla grupları, adaletsiz ve baskıcı olarak kabul edilen *status quo*'yu devirmek, iktidarı askerî güçle ele geçirmek ve marksist-leninist fikirlere uygun bir siyasal ve ekonomik modeli kurmak için silahlı yönetime başvurmuştur. 1959 Küba Devrimi'nin başarısı etkisini And'lar aracılığıyla yaymış ve Nikaragua'da (1961), Guatemala'da (1962), Peru'da (1963), Kolombiya'da (1964), Arjantin'de (1964) ve Bolivya'da (1966) gerilla hareketlerinin yaratılmasını cesaretlendirmiştir.

Bu “komünist tehdit” karşısında Amerika Birleşik Devletleri, otoriter ve hatta diktatoryal eğilimleri olan rejimleri ideolojik ve hatta maddî ve finansal açıdan destekleyerek amerikalılar-arası ilişkilere müdahale etmekte tereddüt etmemiştir. Bundan sonradır ki ulusal Silahlı Kuvvetler yasadışı hükûmet darbeleri yoluyla Brezilya'da (1964), Bolivya'da (1964), Uruguay'da (1973), Şili'de (1973) ve Arjantin'de (1976) iktidarı ele geçirmiştir. Millî Güvenlik doktrini uyarınca ve “Condor Operasyonu” çerçevesinde koordine edilen şekilde askerî dik-

tatörlükler, Latin Amerika'da binlerce kişiyi sistematik ve yaygın şekilde kaçırmış, öldürmüş, hapsedmiş ve işkenceye maruz bırakmıştır.¹

Bir diğer taraftan, ulusal seviyede, devrimci fikirler Kolombiya'da güçlü şekilde eşitsiz, geleneksel olarak siyasal hayatı domine eden latifundist ekonomik elitler tarafından yönetilen bir toplumla karşılaşmıştır. Söz konusu elitler iktidarı hegemon iki siyasal partiye paylaşmıştır: Liberal parti ve muhafazakâr parti. Kamusal alanları marjinalize eden siyasal alternatif ve kamu iktidarının yürütülmesine gerçek anlamda katılma olanaklarının eksikliğine, toplumsal işçi ve köylü hareketlerine karşı kanlı bir baskı da eşlik etmiştir. Taşrada neredeyse var olmayan, en temel kamu hizmetlerini gerçekleştiremeyen devlet, halkın çoğunluğunun yoksulluğundan hiçbir emare göstermeyen büyük şehirlerin kolay bölgelerinin zenginliğiyle zıtlıklar barındırmıştır.

Bu durumda silahlı çatışma kaçınılmaz hale gelmiştir. 1964'de *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*'nın (FARC – Kolombiya devrimci silahlı güçleri) kuruluşunu, 1965'te *Ejercito de Liberación Nacional*'in (ELN – Ulusal kurtuluş ordusu) ve 1967'de *Ejercito Popular de Liberación*'un (EPL – Halk kurtuluş ordusu) kuruluşu izlemiştir.²

Dolayısıyla Kolombiya'daki silahlı çatışmanın çok açık sosyal, siyasal ve ekonomik kökenleri bulunmaktadır. Kesinlikle dinsel nitelikli bir çatışma değildir. Aynı şekilde, etnik veya ırksal kıstaslar temelinde şekillenen bir çatışma da değildir. Sonuç olarak, teorik açıdan Soğuk Savaş görüntüsüne göre şekillenmiş, kesin şekilde sınırlandırılmış iki tarafı, gerilla ve devleti karşı karşıya getiren bir silahlı mücadele söz konusudur. Buna karşın, bu ideolojik ve organik netlik, ilerleyen yıllarda, aynı anda beliren iki olgu nedeniyle bulanıklaşacaktır: Bir taraftan, savaş alanında yeni aktörlerin ortaya çıkması ve diğer taraftan, Soğuk Savaş'ın sona ermesi.

¹ Belirtmek gerekir ki, çelişkili şekilde Kolombiya, 1953-1957 yılları arasındaki General Gustavo Rojas Pinilla'nın kısa diktatoryal dönemi dışında, askerî diktatörlük yaşamamış ender ülkelerden biridir. Buna karşın, Amerika Birleşik Devletleri'nin ulusal düzeydeki etkisi, özellikle 90'lı yıllardan itibaren uyuşturucu trafiğiyle savaş çerçevesinde, oldukça belirgindir.

² İdeolojik farklılıklar bulunmaktadır: FARC marksist-leninist iken, EPL maoist ve ELN, kurtuluş teolojisini savunan Castro'cu bir gerilla örgütüdür.

Kolombiya'daki çatışmanın uzun sürmesi, aslında, bir dönüşüme, silahlı mücadelenin şartlarında önemli bir değişime ve bunların, savaşan aktörlerinin söylemlerine intibak etmesine yol açmıştır. Uluslararası seviyede, 1989'da Berlin Duvarı'nın yıkılması ve 1991'de SSCB'nin sona ermesi, uluslararası ilişkilerde bir paradigma değişimi anlamına gelmiştir. XX. yüzyılın yarısından daha fazlasına damgasını vuran ikili mantık yerini, daha az kutuplaşmış küresel bir yönetime bırakmıştır. Buna ek olarak, Güney Amerika'daki askerî diktatörlükler Bolivya'da (1981), Arjantin'de (1983), Uruguay'da (1985), Brezilya'da (1985), Paraguay'da (1989) ve son olarak Şili'de (1990) birbiri ardına yıkılmaya başlamıştır. Orta Amerika'daki silahlı çatışmaların sonrasında, Birleşmiş Milletler Örgütü'nün himayesinde, Salvador'da (1991) ve Guatemala'da (1996) barış görüşmeleri başlamıştır.

Teorik olarak silahlı iç çatışmanın sonlandırılmasına yarayan tüm bu değişimlere rağmen, Kolombiya vakasını aksi yöndeki bir durum şekillendirecektir. Yeni iki gerilla grubu doğmuştur: 1970 yılında yapılan devlet başkanlığı seçimine hile karışmasının ardından kurulan *Movimiento 19 de abril* (M-19 – 19 Nisan hareketi) ve ülkenin güneyindeki yerli halkların infaz edilmesine bir cevap olarak 1984'te ortaya çıkan *Movimiento Armado Quintin Lame* (Quintin Lame silahlı hareketi). Aynı zamanda, ilk gerilla grupları askerî olarak güçlenmiş ve üyeleri katlanarak artmıştır.³

Bu olguya, ilk zamanlarda yıkıcı hareketlere karşı çıkarlarını korumak ve fakat aynı zamanda toprakların şiddet yoluyla ele geçirilmesi, zulüm ve sol fikirlere sahip siyasal hareketlerin yok edilmesi ve halkların terör yoluyla kontrol edilmesi için çok uluslu şirketler ve toprak ve sanayi elitleri tarafından finanse edilen aşırı sağcı (paramiliter) silahlı grupların doğuşu eşlik etmiştir. Buna ek olarak, “düşmanımın düşmanı benim dostumdur” cümlesiyle özetlenebilecek maniheist bir anlayış, devlet kurumlarında ve özellikle, paramiliter gruplarla işbirliği yapan, onları destekleyen ve onlarla birlikte ve tamamlayıcı şekilde hareket eden Silahlı Kuvvetler ve Polis'te hâkim olmuştur.⁴

³ Bu sayıyı örneklemek için belirtmek gerekir ki, altmışlı yıllarından sonunda ancak birkaç yüz isyancıdan bahsedilmekteyken, 1990'da FARC'ın 8 000'den fazla savaşçısı vardı ve 2000'de sayıları 17 000'i geçmişti.

⁴ Interamerikan İnsan Hakları Mahkemesi birçok kere Kolombiya devletini paramiliter gruplarla birlikte hareket eden devlet görevlilerinin işlediği ağır insan hakları ihlalleri

Kolombiya’daki silahlı çatışmanın karmaşık yapısı, 1980’li yıllardan itibaren, savaşın güçlü ve tükenmez yakıtı, Kolombiya halkının felaket kaynağı ve ulusal hayatın tüm alanlarına zarar veren yolsuzluk kültürünün azaltılamaz nedeni uyuşturucu trafiğinin ortaya çıkmasıyla daha da karmaşıklaşmıştır. Kesin olarak şiddet seviyesi artmış, tüm aktörler tarafından gerçekleştirilen saldırılar katlanmış, silahlı çatışmanın kötülüğü yayılmış ve 50 yıldan fazla bir süredir kurban sayısı artmayı sürdürmüştür. İşte Kolombiya trajedisinin hızlı bir ilk görüntüsü bu şekildedir.

Bu betimlemenin ardından düşünülebileceğinin aksine, Kolombiya’daki kardeşler arası savaşa, en başından bu yana, ülkede barışın tesis edilmesi için yapılan ancak başarısızlıkla sonuçlanan söylemler ve süreçler eşlik etmiştir. Bertolt Brect bunu teyit ediyordu: “Savaş barışı dışlamaz. Savaşın barışçıl anları vardır. İnsanın, barışçıl ihtiyaçları dahil, tüm ihtiyaçlarını karşılar. Bu şekilde organize edilmiştir, yoksa savaş gerçekleştirilebilir olmazdı.” Dolayısıyla barış, Kolombiya’daki çatışmaya yabancı değildir. Farklı hükümetler, çoğunlukla başarısızlıkla sonuçlanan barış görüşmeleri başlatmıştır. Buna karşın, bazı silahlı grupların tasfiye edilmesi, Kolombiya’da, kısmî fakat etkisiz bir barışma sağlamıştır (I). Ne var ki, barış tartışmaları, hâlâ günlük hayatın bir parçası olan savaş kurşunları tarafından bastırılmış, savaşan taraflar barıştan bahsederken kavgalarına da devam etmiştir (II).

I) Hâlâ savaşta olan bir ülkede kısmî fakat etkisiz barışma

Kolombiya halen savaşta olan bir ülkedir. 50 yıldan fazla süredir, en az üç nesil Kolombiyalı tek bir gün bile barışı yaşamadı. Buna karşın, belirtmek gerekir ki, çeşitli hükümetlerin birbirini takip eden barış görüşmeleri ve yasadışı silahlı gruplar ülkenin siyasal ajandasında her zaman önemli bir yer işgal etti (A). Uluslararası hukuk tarafından güçlü şekilde etkilenen güncel bir eğilim gösteriyor ki siyasal barış tartışma-

nedeniyle mahkûm etmiştir: Cacarica’da yerlerinden edilen Afrika kökenliler birlikleri davası (başlangıç operasyonu), 20 Kasım 2013 kararı; Manuel Cepeda Vargas davası, 26 Mayıs 2010 kararı; Rochela katliamı davası, 11 Mayıs 2007 kararı; Ituango katliamları davası, 1 Temmuz 2006 kararı; Pueblo Bello katliamı davası, 31 Ocak 2006 kararı; Mapiripán katliamı davası, 15 Eylül 2005 kararı; 19 tüccar davası, 5 Temmuz 2004 kararı.

ları, zaman içerisinde, Kolombiya'da barış görüşmelerini yürütmek için hukuksal zorunluluklara yol açtı (B).

A) Kolombiya'da barış görüşmeleri: Umut ve hayal kırıklığı arasında

Sürüp giden bir savaş karşısında farklı hükûmetler, özellikle 1983-1985, 1990-1992, 1998-2000 yılları arasında ve 2012'den günümüze farklı gerilla gruplarıyla barış görüşmelerine girişmiştir. Buna ek olarak, Alvaro Uribe'nin ilk devlet başkanlığı döneminde (2002-2006), Kolombiya Birleşik Özsavunmaları (AUC) ile yürütülen bir barış süreci yaklaşık 32 000 paramiliterin tasfiyesini sağlamıştır. Tüm bu barış görüşmeleri gerçekte farklı sonuçlara yol açmıştır.

Bu denemelerden ikisi tam bir başarısızlık olarak tanımlanabilir. Öncelikle, 24 Mayıs 1984'te Belisario Betancur hükûmeti ve FARC *La Uribe* Anlaşmaları'nı imzalamıştır. Bunu izleyen ateşkes, M19, EPL ve ELN gerillalarının da daha sonra katıldığı müzakerelere kapı açmıştır. Geleneksel siyasal partilerin ve özellikle de liberal partinin desteklediği ve düzenli ordunun açıkça karşı çıktığı görüşmeler, çeşitli şiddet eylemlerinin ardından suya düşmüştür. Aralarında yerel ve ulusal seçimlerde demokratik şekilde seçilmiş olanlar da dahil olmak üzere, barış görüşmelerinin bir sonucu olarak kurulan Vatansever Birlik partisinin neredeyse tüm üyelerinin kanlı bir zulme maruz kalması ve öldürülmesi, şüpheye yer bırakmaksızın, silahlı yolu reddeden kişilerin güvencelerden yoksun olduğunu göstermiştir.

Ardından, yıllar sonra, 1998'de, Andres Pastrana hükûmeti ve FARC, herhangi bir anlaşma imzalanmadan veya ateşkes ilan edilmeden görüşme kararı almıştır. Görüşmeler, bazıları için yıkıcı operasyonlarda kullanılmak üzere arka üs olarak kullanılan, askerden arındırılmış 42 000 km² bir bölgede (İsviçre büyüklüğünde) sürerken, sınırlar içerisindeki savaş da devam ediyordu. 2002'de barış görüşmelerinin kopması, bir anda silahlı çatışmanın bitirilmesi imkânını uzaklaştırmış ve sivil halkta üzüntü ve umutsuzluk yaratmıştır.

FARC'la görüşmelerin çökmesinin ardından gelen Alvaro Uribe'nin iki başkanlık dönemi (2002-2010) düzenli Silahlı Kuvvetler'in güçlendirilmesi ve modernizasyonu, Kolombiya'da silahlı bir çatışmanın

varlığının reddi⁵ ve terörizmle savaş söylemi altında yıkıcılıkla acımasız bir mücadele ile nitelendirilecektir. Bunun karşılığında, yine aynı hükûmet, paramiliter gruplarla, 2005’te tasfiyelerini sağlayacak barış görüşmelerine başlamıştır. Yaklaşık 32000 paramiliter silahlarını teslim etmiş ve bazıları, aslında çok azı⁶, 2005 tarihli “Adalet ve barış kanunu” olarak bilinen 975 sayılı kanunla⁷ düzenlenmiş olan özel bir ceza yargılaması yoluyla yargı önüne çıkmıştır.

Bu sürecin başarısı halen tartışılmaktadır. Bir taraftan, eski paramiliter grupların etkili oldukları alanlar hâlâ, kendilerini yıkıcılık karşıtı mücadele ile özdeşleştiren ve uyuşturucu trafiği eylemleriyle sıkı sıkıya bağlı, dönüşen veya yenilenen silahlı grupların kontrolü altındadır. Diğer taraftan ise, her ne kadar hükûmet, paramiliterlerin var olmaya devam ettiğini reddetse ve bir kelime oyunuyla onları yeni ortaya çıkan suç çeteleri olarak adlandırsa da, çatışmalardan etkilenen halk halen, tıpkı umut edilen silahsızlanmadan önce olduğu gibi, terörün ve korkunun etkisi altındadır.⁸ Uyuşturucu tacirlerinin müdahalesiyle savaşın devam etmesi çerçevesinde, topluma geri kazandırma programlarının tasarlanması ve uygulanması sırasında karşılaşılan hatalar, eski savaşları yeniden silahlanma için bir hedef haline getirmiştir; dolayısıyla şiddetin yeniden baş göstermesi parasal veya basitçe, hayatta kalmaya ilişkin amaçlarla açıklanabilir.⁹

2010’da gerçekleşen hükûmet değişikliği, resmî barış siyasetinde radikal bir dönüşüme işaret ediyordu. Öncelikle, başkan Juan Manuel Santos, anlam karmaşasına yol açmadan, bir silahlı iç çatışmanın varlığını kabul etmiştir. Ardından, şiddet mağdurlarının zararlarının giderilmesi ve yasadışı şekilde el konulan toprakların iadesine dair 2011 tarihli

⁵ SERRANO Y. *Nommer le conflit armé et ses acteurs en Colombie. Communication ou information médiatique?*, L’Harmattan, Paris, 2012.

⁶ İlkesel olarak, yaklaşık 4200 paramiliter özel adalet ve barış yargılamasına uğraması gerekmektedir. Buna karşın, yalnızca yaklaşık 2200’ü bunu yapmıştır.

⁷ AMBOS K, *Procedimiento de la ley de justicia y paz (Ley 975 de 2005) y derecho penal internacional*, Temis, Bogotá, 2010, s. 275.

⁸ DIAZ A. M. ve GALLON G. (ed.), *Colombia: la metáfora del desmantelamiento de los grupos paramilitares*, Comisión Colombiana de Juristas, Bogotá, 2010, s. 391.

⁹ DAVIAUD S. “Démobilisation des paramilitaires et recomposition des violences en Colombie”, N. DUCLOS (dir.), *L’adieu aux armes? Parcours d’anciens combattants*, Karthala, Paris, Coll. “Recherches internationales”, 2010, s. 143-172.

1448 sayılı bir kanunu kabul ettirmiştir. Son olarak, 2012’de, FARC gerillalarıyla görüşmeler başlamıştır.¹⁰ Bu sefer görüşmeler Küba’da, özellikle “tamamlayıcı tarım reformu”, “siyasal katılım: barışın inşası için demokratik açılım” ve “yasadışı uyuşturucu sorununa çözüm” konularını ilgilendiren dördünde önemli ön anlaşmalar yapılmış altı noktalı kesin bir ajandadan oluşmuştur.¹¹ Yakın zamanda, 23 Eylül 2015’te, geçiş adaletine ilişkin dördüncü ön anlaşmanın resmî duyurusu sırasında, Devlet Başkanı Juan Manuel Santos’un, daha çok Timoléon Jiménez veya Timochenko takma adıyla bilinen, FARC Başkomutanı Rodrigo Londoño Echeverri ile el sıkışırken görülmüştür.

Buna karşın, genel olarak barış süreci ve özel olarak da elde edilen dört ön anlaşma, çok sayıda eleştirinin hedefi olmuştur. Bugün Kolombiya’da, barış konusu etrafında, halkın, siyasal partilerin ve askerî otoritelerin silahlı çatışmanın sonlandırılmasına ulaşılması imkânını sık sık riske atan kutuplaşması söz konusudur. Buna karşın umut kaybedilmemiştir ve tarafların, çatışmanın nihaî olarak sonlandırılması için nihaî bir anlaşmaya 23 Eylül 2015’teki duyuruyu takiben altı ay içerisinde, en geç 2016 Mart’ında varması umut edilmektedir. Savaşın sonu gerçekten çok yakın olmasına karşın, görüşmelerdeki emri unutmamak gerekmektedir: “Her şey üzerinde uzlaşmadığı sürece, hiçbir şey üzerinde uzlaşmamıştır.”

Kolombiya halkı, zaten şimdiden çok uzun sürmüş olan bu kan banyosunda devam etmeyi ne istemektedir, ne de bunu yapabilecek durumdadır. Kolombiya’nın yakın tarihi silahlı grupların silah bırakmasının ve onların siyasal oyuna ve yasallığı dahil edilmesinin mümkün olduğunu göstermiştir. Aslında, 1990’lı yılların başında, üç gerilla örgütü, M-19, EPL ve Quintin Lame silahlarını bırakmış ve ortak bir siyasal proje çevresinde birleşmiştir. Onların silahları iade etmesi, 1991’de yeni bir anayasa yazılmasını sağlayan bir kamusal tartışma başlatmıştır.¹² Aslında bu, Kolombiya’da tartışmasız şekilde başarılı olmuş tek barış

¹⁰ Hükûmetin diğer ELN gerillalarıyla ayrı bir görüşme başlatma isteği de vardır. Ancak belirtmek gerekir ki, tarafların çabaları henüz resmî bir barış görüşmesinin başlamasını sağlayamamıştır.

¹¹ Müzakerenin konusu olan altı nokta şunlardır: 1) tarımsal kalkınma politikası; 2) siyasal katılım; 3) çatışmanın sonlanması; 4) yasadışı uyuşturucu sorunlarına çözüm; 5) çatışmanın kurbanları ve 6) yürürlüğe koyma, onaylama ve imzalama.

¹² 1991 Anayasası, o zamana kadar Kolombiya anayasal tarihindeki en uzun süreli üstün norm olan 1886 Anayasası’nın yerine geçmiştir.

sürecidir. Buna karşın, belirtmek gerekir ki, güncel şartlar o zamankilerle aynı değildir çünkü günümüzde barış tartışması siyasal olduğundan çok daha fazla hukuksaldır.

B) Kolombiya’da barışma araçları: Siyasal söylemden hukuksal söyleme

Kolombiya’da, 1810’da İspanya’dan bağımsızlığın kazanılmasına kadar giden iki partililiğe ilişkin bir siyasal kavga tarihi mevcuttur. Aslında, altmışlı yıllarda ilk gerilla hareketlerinin ortaya çıkışına kadar dokuz iç savaş birbirini takip etmiştir. Bu şiddet tarihine, siyasal kökenli sorunların hukuksal açıdan çözülmesi için başlatılan barışma mekanizmalarının varlığı eşlik etmiştir. Böylece, savaştan barışa geçebilmek için iki tür norm taraflarca ayrıcalıklı kılınmıştır.

Bir yanda Anayasa, hukuksal düzenin üstün normu, ya kazananların büyük ödülü ya da rakipler arasındaki şiddeti durduran anlaşma olmuştur. Kolombiya anayasal tarihi, XIX. yüzyıl boyunca 15 anayasanın varlığına şahit olmuştur. Bu anayasaların büyük çoğunluğu aslında, bir iç savaşın bitimini ve fakat yeni bir tanesinin ise başlamasını temsil etmektedir.¹³ Diğer yanda, silahların teslimi karşısında, görüşmelerin neredeyse hemen ardından af kanunları yayımlanmıştır. Söz konusu kanunlar, silahlı çatışma çerçevesinde işlenen suçların hukuksal sonuçlarını silmiş ve failine bağışıklık güvencesi vermiştir. Sánchez’e göre, “XIX. yüzyıl boyunca 17, XX. yüzyıl boyunca da 9 genel af kabul edilmiştir”¹⁴ ki bu da, bu önleme sistematik şekilde başvurulduğunu göstermektedir. Aslında böylece, bir değişim dönemini, bir silahlı çatışmadan toplumsal ilişkilerin sakinleştirilmesine geçişi yönetmek için hukuk araçsallaştırılmıştır. Sonuç olarak bu, geçmişin unutulması ve geleceğe ilerlemek için boş bir masa yaratılması anlamına gelmiştir.

¹³ VALENCIA VILLA H., *Cartas de batalla: una crítica del constitucionalismo colombiano*, Bogotá, Panamericana Editorial, 2010, ikinci yeniden basım 2014, s. 106-107; BASILIEN-GAINCHE M. L., “La constitutionnalité de lutte: la promotion juridique de la guerre civile dans la Colombie du XIXe siècle”, R.F.D.C., no 81, PUF, janvier 2010, ss. 21-39.

¹⁴ SÁNCHEZ GÓMEZ G., *Guerras, memoria e historia*, Bogotá, LA Carreta, Universidad Nacional de Colombia, 2006, s. 99.

1990'da üç gerilla grubu ve Kolombiya hükûmeti arasında gerçekleşen tek barış süreci de bu geleneği yeniden üretmiştir. Bir yandan, Parlamento, 77-1989 kanunu ile Devlet Başkanı'na, kanun yürürlüğe girmeden önce işlenen siyasal suçların sorumluları hakkında af çıkartma izni vermiştir. Ardından hükûmet, bu fırsatı barış görüşmelerine katılan gerilla gruplarının üyelerine genişletmiştir. Diğer yandan ise halk, *Demokratik Birlik M19* adlı siyasal partide birleşen eski savaşanların 70 sandalyeden 19'una ve buna ek, oy hakkı olmayan 4'üne sahip oldukları bir Kurucu Ulusal Meclis oluşturulması yönündeki iradesini ifade etmiştir.

1991 Anayasası, eski rakipler arasındaki siyasal bir oybirliğinden doğmuştur, barışın anayasasıdır ve barış içindir.¹⁵ Yeni anayasa, 1886 Anayasası'yla kurulan idarî adem-i merkezîyetçi üniter devlet modelini devam ettirmiştir. Kuvvetler ayrılığı, başkanlık rejimi çerçevesinde onaylanmıştır.¹⁶ Devlet Başkanı'nın genel oyla 4 yıllığına halk tarafından seçilmesi ona önemli bir meşruiyet kazandırmıştır. Bu, berrak şekilde tanımlanmış sosyal bir içeriğe sahip kapsayıcı bir anayasadır. Temel haklar kataloğu sivil ve politik hakların yanı sıra ekonomik, sosyal ve kültürel hakları da tanımıştır. Hem yaygın, hem de yoğunlaşmış anayasallık denetiminin bulunduğu bir sistemin tepesine bir Anayasa Mahkemesi konulmuştur.¹⁷ Bir kez daha hukuksal yollar aracılığıyla ki eski düşmanlar farklılıklarını uzlaşmaya dönüştürmüştür. Dolayısıyla hukuk, bir barış anlaşmasını hayatta tutmuş ve onu gelecekte de güvence altına almıştır.

Dolayısıyla mutlaka altı çizilmelidir ki hukuksal af önlemlerinden yalnızca gerilla grubu üyeleri yararlanabilmiştir. Devlet görevlileri kapsama dahil değildir ancak çatışmalardaki görev aşmaları ve suçlarıyla ilgili sorumlulukları gündeme gelmemiştir; çünkü fiilî bir dokunulmazlık hüküm sürmektedir. Buna ek olarak, barışmanın normatif çerçevesi hiçbir şekilde savaşın kurbanlarıyla ilgilenmemiştir. Bu nedenle, aşırı güç

¹⁵ LEMAITRE RIPOLL J., *La paz en cuestión. La guerra y la paz en la Asamblea Constituyente de 1991*, Bogotá, Universidad de los Andes, 2011.

¹⁶ VIDAL PERDOMO J., "Le régime présidentiel en Colombie", *International Law – Revista colombiana de derecho internacional*, no 1, Bogotá, Pontificia Universidad Javeriana, 2003, ss.83-102.

¹⁷ HENAO PÉREZ J. C., "LA Cour constitutionnelle colombienne, son système de contrôle de constitutionnalité et les évolutions jurisprudentielles récentes", *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnelle*, no 34, 2012, ss. 205-212.

kullanımı mağdurlarının adalete erişim, tazminat ve gerçekleri bilme haklarının güvence altına alacak bir önlem bulunmamaktadır. Olan, her şeyden önce, kurbanların haklarının belirleyici bir unsur olmadığı, siyasal pragmatizm üzerinde şekillenen görüşmelerdir.

Bütün bunlar, uluslararası seviyede, Eski-Yugoslavya ve Ruanda'da kurulan *ad hoc* ceza mahkemeleri ve ardından Uluslararası Ceza Mahkemesi tarafından soykırım, savaş suçları ve insanlığa karşı suçlar gibi en ağır suçların yargılandığı ve cezalandırıldığı 1990'ların ortasından itibaren derinden değişmiştir. Siyasal uzlaşma görüşmelerinde silahlı çatışmalar sırasında yaşanan aşırı güç kullanımlarına karşı hoşgörü yok olup, yerini, barışın kucaklanması için *sine qua non* bir şart olarak bağışıklığa bırakmıştır.

Yerel seviyede ise, amerikalılar-arası insan hakları sistemi, bu bağışıklık politikalarına yoğun şekilde karşı çıkmıştır. Diktatörlükten demokrasiye veya savaştan barışa geçiş çerçevesinde yayımlanan af kanunları İnteramerikan Mahkemesi tarafından sistematik şekilde uluslararası sorumluluklara aykırı ilan edilmiştir ve bu 2001'den beri devam etmektedir.¹⁸ Yeni binyılın normatif içeriği barışma siyasetini yeniden şekillendirecektir; kurbanların hakları artık, barış anlaşmalarını görüşürken devletlerin hareket alanını önemli ölçüde sınırlandıracak şekilde her yerdedir. Artık bu anlaşmalar temellerini bağışıklık üzerine atamaz.

Kolombiya'da paramiliter gruplarla yapılan 2003'teki barış görüşmeleri de aynı şekilde bu uluslararası standartlara göre değerlendirilecektir. İşte bu dördemdir ki, barış sürecini yönetmek amacıyla hükûmetin hazırlamış olduğu siyasal ve hukuksal cevapları gerekçelendirme için Kolombiya'da geçiş adaleti görüşmeleri başlamıştır.

II) Kurşunlar altında barış görüşmeleri: Kolombiya'da geçiş adaletinin kabulü ve dönüşümü

Geçiş adaleti, Ruti Teitel tarafından "siyasal değişim dönemlerine bağlı, önceki baskıcı rejimler tarafından işlenen suçları aydınlatan hukuksal cevaplar tarafından nitelenen bir adalet anlayışı" olarak tanım-

¹⁸ GUTIERREZ RAMIREZ L. M., "La obligación internacional de investigar, juzgar y sancionar graves violaciones a los derechos humanos en contextos de justicia transicional", Estudios Socio-juridicos, 16(2), Bogotá, Universidad del Rosario, 2014, s. 23-60.

lanmaktadır.¹⁹ Teorik bir bakış açısından, bir geçiş adaletinin olabilmesi için, bir silahlı çatışmaya veya bir diktatörlüğe son veren bir geçişin yaşanıyor olması gerekmektedir. Bu formül, yine de, bir geçiş olmadan geçiş adaleti yaşayan²⁰ Kolombiya örneğine adapte edilecektir (A). Devreye girişi, aslında, çatışmanın ve sonuçlarının ortadan kaldırılması için barışmanın zarurî araçlarından biri olarak sunulmuştur (B).

A) Bir formülün “Kolombiyalılaşması”: Geçişsiz geçiş adaleti

Geçiş adaleti kesinlikle Kolombiyalılar tarafından keşfedilmemiştir. Aslında, silahlı çatışmalara ve devlet baskısına bağlı farklı kapsamlar içinde 1990’lı yıllardan itibaren derin analizlerin konusu olmuştur. Dünyanın her yerinde geçiş adaleti denemeleri katlanarak çoğalmış; tüm kıtalar, ağır insan hakları ihlallerinin izlerini taşıyan bir tarihle başa çıkma anının geldiği zamanlardaki sorunlarla ve şiddetle parçalanmış bir toplumu yeniden inşa etme ihtiyacıyla tanışmıştır. Bu noktada altını çizmek gerekir ki, uluslararası seviyede geçiş adaleti, ister savaştan barışa olsun, isterse diktatörlükten demokrasiye, açık şekilde tanımlanmış bir geçişin bulunduğu çatışma sonrası şartlarda devreye girmiştir. Bir başka deyişle, silahlı veya siyasal şiddetin sona erdiği şartlarda. Kolombiya’daki durum ise halen bu değildir: Savaş hâlâ günlük hayatın bir parçasıdır, vaat edilen silahsızlanmalarına karşın paramiliterlere dahil savaşanlar mücadeleye devam etmektedir, ve kurbanların sayısı her geçen gün artmaktadır.

Kolombiya’da geçiş adaleti, Uribe hükûmeti ile paramiliterler arasındaki barış görüşmelerinin sürdüğü 2003 yılındaki ulusal tartışma sırasında ortaya çıkmıştır. Uluslararası standartlar tarafından dokunulmazlığa karşı savaşla ilgili olarak konulan kısıtlar, bir affın kabul edilmesini engellemiştir. Yine de hükûmet, farklı önlemler aracılığıyla aynı sonucu doğuracak bir kanun tasarısı sunmuştur. Parlamento’daki tartışmalar ve sivil toplum örgütlerinin yanı sıra uluslararası toplum, resmî metnin kabul edilmemesi için baskı oluşturmuştur. 2005’te Parlamento, “adalet ve barış” adı verilen ve içerisinde, 5 ila 8 yıl hapis cezası gerektiren ağır suçlar işleyen paramiliterler için bazı avantajların olduğu 975 sayılı ka-

¹⁹ TEITEL R., “Transitional Justice Genealogy”, Harvard Human Rights Journal, Vol 16, Spring 2003, Cambridge, MA, 2003.

²⁰ Terimin ödünç alındığı yer: UPRIMNY R. ve diğerleri, ¿Justicia transicional sin transición? Verdad, justicia y reparación para Colombia, Bogotá, Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, Dejusticia, 2006.

nunu oylamıştır. Kanun Anayasa Mahkemesi’ne taşınmış ve o da kanunun anayasallığını, paramiliterler tarafından gerçekleştirilen insan hakları ihlalleriyle ilgili tüm gerçeklerin ortaya çıkartılması ve kurbanlara tazminat ödenmesi şartına bağlamıştır. Anayasa Mahkemesi’nin sarf ettiği uluslararası standartlara uyma çabasına, 2006 tarihli C-370 sayılı kararında Kolombiya’daki sürecin bir geçiş adaleti süreci olduğuna dair açık nitelendirme eşlik etmiştir.²¹ Bu aslında, tüm ulusal aktörlerin ve özellikle hükûmetin de artık sahiplenmesiyle, terimin kurumsallaşması anlamına gelmiştir. Delphine Lecombe, Kolombiya’da geçiş adaletinin sahiplenilmesiyle ilgili çok ilginç bir analiz yapmaktadır:

“Geçiş adaleti söylemini ve uygulamasını edinmek suretiyle, şimdiye kadar görevlileri tarafından gerçekleştirilen insan hakları ihlalleri nedeniyle yoğun şekilde eleştirilen Kolombiya devleti, çatışmadan çıkış konusunda uluslararası bir “iyi uygulamalar” geliştiricisi haline gelecek ve muhalefetin temsilcilerini seçebilecektir.”²² “Dolayısıyla geçiş adaletinin kurumsallaşması Uribe hükûmetinin ulusal ve uluslararası seviyede paramiliterlere verilen avantajları meşrulaştırmasını sağlamıştır. 2000’li yılların sonunda bu süreç, hükûmet tarafından, dünyadaki diğer deneyimlerle karşılaştırıldığında adil bir model olarak sunulmuştur.”²³

Geçiş adaleti söyleminin araçsallaştırılması, aslında, Uribe hükûmeti tarafından yüceltilen bu “modelde” kurbanlara ayrılmış olmayan yeri gizlemektedir. Geçiş araçları, paramiliterler (*kurbanlaştırılanlar*) çevresinde dönmektedir; gerçekte kurbanları bir kenara bırakılmıştır; çünkü, devlet maruz kaldıkları önyargıları tamir etme ihtiyacını hissetmemiştir. Gerçeğin yeniden inşası, basitçe, kurbanlaştırılanların anlatmak istediklerinin hukuksal şekilde bir araya getirilmesi olacaktır ve kurbanların sesi böylece boğulacaktır. Devletin, paramiliter gruplarla yasadışı ilişkisi dolayısıyla çatışmalarda işlenen suçlardan doğan sorumluluğunun

²¹ QUINCHE M. F., Los estándares de la Corte interamericana y la ley de justicia y paz, Bogotá, Editorial Universidad del Rosario, “Colección textos de jurisprudencia”, 2009, s. 337.

²² LECOMBE D., “Nous sommes tous en faveur des victimes” Usages sociaux et politiques de la justice transitionnelle en Colombie (2002-2010), Thèse doctorale en science politique, Institut d’Etudes Politiques de Paris, 2013, s. 46.

²³ LECOMBE D., La paix maintenant? Une analyse du processus de paix colombien, 2013, s.11. [Link: http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/La%20paix%20maintenant_%20DL.pdf]

tanınması hiçbir şekilde dikkate alınmamıştır. Bu dönemin Kolombiya geçiş adaleti modeli bir karşı-modeldir; çünkü kurbanların akıbetiyle ilgilenmemiştir.

Bu eğilim, Juan Manuel Santos hükûmeti tarafından görünür şekilde değiştirilecektir. 2011’de çıkan, kurbanların tazmin edilmesi ve yasadışı şekilde el konulan toprakların iadesine ilişkin 1448 sayılı kanun görevine başlamasının hemen ardından yürürlüğe girecektir. Kolombiya’da silahlı bir çatışmanın varlığının kabulü, ondan mağdur olanlarla da ilgilenilebilmesini sağlamıştır. Kurbanların tümüyle ilgili ayırma ve ayrımcılık yaşanmayacaktır çünkü, sadece paramiliter kurbanlar değil, hepsi kapsama dahildir. Artık tüm kurbanlar, devletin bu yeniden inşa ve haklarının güvenceye alınmasına ilişkin çabasının bir parçasıdır.²⁴

Ne var ki, şu anki hükûmetin iyi niyeti, Kolombiya’daki gerçek geçiş adaleti sorununu çözemez. Silahlı çatışmanın devam ediyor olması, şüphesiz ki, kaçınılmaz olarak yeni kurbanların verilmesinin nedenidir. Kamu kurumlarının, özellikle ordu ve polislin temizlenmesindeki eksiklik, sivil halka karşı “yetki aşımı” ve ağır insan hakları ihlallerine yol açan maniheist ruhu durmadan yeniden üretmektedir. Etkilerini katlamak için silahlı çatışmayı kullanan ve ulusal karmaşadan çıkar sağlamayı bilen siyasal ve ekonomik elitlerin yararlandığı bağışıklık, Kolombiya toplumunun gerçek bir dönüşümünü engellemektedir.

Mantık, geçiş adaletinin oluşmasının öncesindeki bir şart olarak bir geçiş arzulamaktadır. Ne var ki Kolombiya’da bu adaletin kendisi, savaşta barışa geçişi sağlayacak bir araç olarak sunulmaktadır.

B) Barışma aracı olarak geçiş adaleti söylemi

Kolombiya’da geçiş adaletinin oluşmasını teşvik eden tüm gerekçeler son derece meşrudur. Hükûmet, “Kolombiya toplumunun yaklaşık %10’u silahlı çatışmanın kurbanıyken, zayıflığı da tam olarak bundan kaynaklanırken, hükûmetin, kurbanların zararlarını mücadele sona ermeden önce gidermeye başlaması gerekmekte” olduğunu onaylamakta-

²⁴ Tarihsel Hafıza Merkezi’nin bir raporu Kolombiya trajedisinin ağırlığını yeniden ortaya koymuştur: Silahlı çatışma nedeniyle 218 094 kişi öldürülmüş, 27 023 kişi kaçırılmış, 25 000 kişi zorla kaybedilmiş, 5 156 çocuk asker yapılmış ve 4.7 milyondan fazla kişi yerinden edilmiştir. Bakınız: ; Basta ya ! Colombia: memorias de guerra y dignidad, Rapport du groupe de mémoire historique, Bogotá, Imprenta nacional, 2013.

dır.²⁵ Bir başka deyişle, çatışmanın uzun zamandan beri devam etmesi, kurbanların acılarının hafifletilmesi için alınması gereken önlemlerin belirsiz şekilde ertelenmesi için bir neden değildir. Ayrıca, paramiliter grupların silahsızlanması, eski savaşçıların sivil topluma yeniden entegre olmasına yol açmaktadır. Bu nedenle, daha önce şiddetlerinin mağduru olmuş kişilerle ortak mekânları paylaşmakta ve onlarla temas etmektedirler. Geçiş adaleti mekanizmaları, hiç kuşkusuz, toplumsal ilişkilerin barışa kavuşturulması için gerekli araçlardır.

Gerçek sorun, aslında, savaş mantığının devam etmesi ve ara vermeyen düşmanlık gerçeğidir. FARC ve ELN gerillaları düzenli Silahlı Kuvvetler'le çatışmaktadır; çünkü barış görüşmeleri sırasında bir ateşkes imzalanmamıştır. Paramiliterler veya tercih edilirse Bacrim, çokuluslu şirketlerin veya latifundist elitlerin ekonomik ve siyasal çıkarlarını ilgilendiren bölgelerde halen aktif durumdadır. Uyuşturucu trafiği, kârlı ölüm endüstrisini elinde tutmakta ve her gün yolsuzlukla zehirlenmiş ruhları beslemektedir. Uyuşturucu üretim, dönüşüm ve dağıtım zinciri arkası alınamaz bir pazar ve şiddetin tarafları için bir finans kaynağıdır. Bu durumun, korku ve terör baskısı altındaki kurbanlar üzerinde somut etkileri bulunmaktadır. Örneğin, 2011'de çıkan 1448 sayılı kanun, yasadışı şekilde el konulmuş toprakların iadesini düzenliyor olsa da, bu kanunun uygulanmasını talep eden yaklaşık 71 kişi öldürülmüş, diğer 500 kişi ise ölüm tehdidi almıştır.²⁶ Tazminat programları, kurbanları yeni şiddet eylemlerine karşı koruyabilecek boyutta değildir. Senelerden beri baskı uygulayan silahlı ve hatta sivil, siyasal ve ekonomik yapıları ihbar etmenin sonuçlarından korkan bir toplumda gerçek, hiçbir zaman ortaya çıkamayacaktır.

Bu kapsamda ilginçtir ki, FARC'la yapılan görüşmeler kapsamında, 1991 Anayasası 2012'de, geçici 66. ve 67. maddeler eklenmek suretiyle değiştirilmiştir. 66. madde, Kolombiya'daki silahlı iç çatışmanın bitirilmesini düzenlemek amacıyla geçiş adaleti olgusunu anayasa metnine dahil etmiştir. Böylece, Kolombiya'da daha önce hiç var olmamış bir *Gerçek Komisyonu*'nun kurulmasını sağlayacak bir kanunun ya-

²⁵ Kolombiya, İçişleri ve Adalet Bakanlığı, Justicia transicional. Aportes para construir un lenguaje unificado en Colombia, Bogotá, 2011, s. 8.

²⁶ Human Rights Watch, El riesgo de volver a casa. Violencia y amenazas contra desplazados que reclaman restitución de sus tierras en Colombia, 2013.

yımlanması öngörülmüştür.²⁷ Buna ek olarak, yargı tarafından yargılana-
cak ağır insan hakları ve uluslararası insancıl hukuk ihlallerinden bir se-
çim ve önem sırasına koyma gerçekleştirilecektir. Böylece ceza davası,
uluslararası hukuk suçlarının en yüksek sorumlularına odaklanacak ve
tüm diğer sorumlular için uygulanmayacaktır. Anayasanın yeni hükmü,
elli senelik silahlı iç çatışma sırasında gerçekleşen tüm şiddet eylem-
lerinin hukuksal olarak ele alınmasının mümkün olmadığını kabul etmiştir.

Dolayısıyla bugün, bir çatışma-sonrası duruma uygulanabilecek bir
geçiş adaleti normları bütünüünün varlığı gözlemlenebilmektedir. Bu son
derece ilgi çekicidir; çünkü söz konusu önlemler, FARC gerillalarıyla bir
barış anlaşmasının varlığından da önceki bir dönemde alınmıştır. Amaç
anayasallaştırıldığında dahi, önceden bilinmekteydi ki, 2012 anayasa
reformunun hükûmetin tek taraflı bir inisiyatifi olduğunu ve bu nedenle
de FARC'ın pozisyonunu dikkate almadığını defalarca kez ifade eden
savaşçılar tarafından bu amaç kabul edilmemiştir. Bu yüzden, yalnızca
Havana'da Kolombiya hükûmetiyle gerilla arasındaki tartışılan anlaş-
malar, silahlı iç çatışma sırasında işlenen suçların araştırılması, yargı-
lanması ve cezalandırılmasıyla ilgili yöntemin belirlenmesine bir çağrıda
bulunmuştur. Bir yıldan fazla bir süre boyunca geçiş adaleti, zor bir gö-
rüşmenin konusunu teşkil etmiştir. Bu konuya ilişkin varılan ön-anlaşma
hiç şüphe yok ki çok önemlidir.

23 Eylül 2015 tarihli basın açıklamasında, kısa bir özet halinde,
barış için özel bir yargılamanın kurulacağını duyurulmuştur. Bu özel
yargılama, "FARC-EP [üyeleri] ve devlet görevlileri dâhil, doğrudan
veya dolaylı şekilde, [özellikle yargılama kapsamındaki] en ağır ve en
temsîlî olaylarda, çatışma kapsamında ve çatışma nedeniyle suç işleye-
rek silahlı iç çatışmaya katılan herkesi yargılama ya yetkili olacaktır".
Bu özel yargılama, barış için bir mahkemedен ve adalet dairelerinden
oluşacaktır. Söz konusu yargılama, esas olarak Kolombiyalı yargıçlar
olmak üzere az sayıda yabancı yargıcın da görev alacağı karma bir yar-
gılamadır. İki hukuk usûlü öngörülmüştür: İlki, işlenen suçlarla ilgili
sorumluluklarını ve gerçeği kabul edenler; ikincisi bunları kabul etme-
yenler veya geç kabul edenler için. İlkindekilerin, özel şartlar altında, 5

²⁷ GUTIERREZ RAMIREZ L. M. ve RODRIGUEZ J., "Una Comisión de la verdad en
el modelo colombiano de justicia transicional. Aproximación a través de la historia
reciente y la experiencia comparada", *Revista Jurídicas*, vol.10, no 2, Justicia
Transicional, Manizales, Universidad de Caldas, 2013, ss.40-60.

ila 8 yıl arasında özgürlükleri etkin şekilde sınırlanacak şekilde alternatif cezalar alma hakkı olacaktır. İkinciler ise, bir hukuk davasıyla karşı karşıya kalmak durumundadır. Eğer cezaî sorumlulukları olduğu sonucuna varılırsa, olağan şartlar altında 20 yıla kadar hapis cezasına mahkûm edileceklerdir.

Buna ek olarak, 23 Eylül 2015 tarihli basın açıklamasının 4. noktasına göre, “Kolombiya devleti, siyasal suçlar ve bağlantı suçlarla ilgili olarak mümkün olan en kapsamlı şekilde bir af kabul edecektir.” Buna karşın bu bir genel af değildir; çünkü bu af, özellikle “insanlığa karşı işlenen suçlar, soykırım ve savaş suçları” gibi özel olarak ağır kabul edilen suçları ve aynı zamanda “rehin alma gibi ihlalleri veya diğer özgürlükten mahrum bırakma hallerini, işkenceyi, zorla yerinden etmeyi, zorla kaybetmeyi, hukuk-dışı infazı ve cinsel saldırıyı da dışlamaktadır. Bu suçlar, barış için özel bir yargılama tarafından soruşturma ve yargılama konusu yapılacaktır”²⁸.

Hukuksal getirisinin kesinlikle ortaya konabilmesi için, geçiş adaletine ilişkin ön-anlaşmayla ilgili ulaşılabilir bilgi son derece sınırlıdır²⁹. Nihâî anlaşmanın imzalanması ve yasal ve anayasal seviyede somutlaşması beklenmelidir. Aslında, not edilmelidir ki, 15 Eylül 2015 tarihinde hükûmet tarafından, barış anlaşmalarının imzalanmasını kolaylaştırmak amacıyla bir anayasa değişikliği teklifi yapılmıştır. Bu anayasa değişikliği teklifi, bir taraftan, barış anlaşmasıyla ilgili yasama işlemlerini gerçekleştirmek amacıyla, Parlamento bünyesinde özel bir yasama komisyonu kurulmasını ve diğer taraftan, barış anlaşmasına ilişkin sorunları yönetmelikler yoluyla halletmesi için Devlet Başkanı’na olağanüstü yetkiler tanınmasını öngörmektedir.

Kolombiya’da silahlı çatışmanın sonlandırılması bugün her zamankinden daha acil bir durumdur. FARC örgütü ve Kolombiya Hükûmeti arasındaki görüşmelerin mevcut şartları nihâî bir barış anlaşmasının imzalanması için son derece müsaittir. Bu tür bir anlaşmanın

²⁸ Kolombiya Hükûmeti ve FARC, Barış için özel bir yargılama kurulma anlaşmasına dair 60 numaralı basın açıklaması, Havana (Küba), 23 Eylül 2015. İlgili bağlantı: <https://www.mesadeconversaciones.dom.do/documentos-y-comunicados>

²⁹ Örneğin sadece, geçiş adaletine ilişkin ön-anlaşmanın 75 maddeden oluştuğu bilinmektedir. Bu belge, bugüne kadar (2 Ekim 2015) kamuoyuna açıklanmamıştır. Bknz: <http://www.elespectador.com/noticias/paz/acuerdo-sobre-justicia-tiene-75-puntos-y-un-catalogo-de-articulo-589968>

yapılabilmesini sağlayacak hukuksal düzen uzun süredir hazırlanmaktadır. Bu durumda, bir normatif fetişizm gerçeklikle uyumlu olmayacaktır. Çatışma sonrası dönem, şiddet ve uyuşturucu kültürünü yok etmek için ahlâkî kurallarda derin bir dönüşümü sağlamalıdır. Siyasal ve askerî kurumlardaki değişimler de, “kirli savaş” mantığına bağlı unsurları devreden çıkartmak için kaçınılmazdır. Kolombiya halkı barışı arzulamaktadır, bunu ancak savaşlar hayata geçirmeye karar verebilir.

Bogotá Adalet Sarayı alınığında, bağımsızlık kahramanlarından General Francisco de Paula Santander’in 1821’de söylenmiş bir cümlesi Kolombiyalılara seslenmektedir: “Silahlar bize bağımsızlığı verdi, özgürlüğü ise sadece yasalar verecek.” Kolombiya tarihi, silahların nasıl halkı parçalamaya, masumları öldürmeye, tüm bir milleti yok etmeye hizmet ettiğini göstermektedir. Soru, hiçbir zaman var olmamış bir barışı sadece yasaların kurup kuramayacağını bilmesidir.

KAYNAKÇA

AMBOS K., *Procedimiento de la ley de justicia y paz (Ley 975 de 2005) y derecho penal internacional*, Temis, Bogotá, 2010, s. 275

Basilien-Gainche M.L., « La constitutionnalité de lutte: la promotion juridique de la guerre civile dans la Colombie du XIXe siècle », *R.F.D.C.*, n° 81, PUF, janvier 2010, ss. 21-39.

Colombie, Centro de Memoria histórica, ¡ *Basta Ya ! Colombia: memorias de guerra y dignidad*, Rapport du groupe de mémoire historique, Bogotá, Imprenta nacional, 2013.

Colombie, Ministère de l’intérieur et de la justice, *Justicia transicional. Aportes para construir un lenguaje unificado de transición en Colombia*, Bogotá, 2011.

Daviaud S. « Démobilisation des paramilitaires et recomposition des violences en Colombie », N. DUCLOS (dir.), *L’adieu aux armes ? Parcours d’anciens combattants*, Karthala, Paris, Coll. « Recherches internationales », 2010, s. 143-172.

Diaz A.M. et Gallon G. (ed.), *Colombia: la metáfora del desmantelamiento de los grupos paramilitares*, Comisión Colombiana de Juristas, Bogotá, 2010, s. 391.

Gutierrez Ramirez L.M. et Rodriguez J., « Una Comisión de la verdad en el modelo colombiano de justicia transicional. Aproximación a través de la historia reciente y la experiencia comparada », *Revista Jurídicas*, vol. 10, n° 2, Justicia transicional, Manizales, Universidad de Caldas, 2013, ss. 40-60.

Gutierrez Ramirez L.M., « La obligación internacional de investigar, juzgar y sancionar graves violaciones a los derechos humanos en contextos de justicia transicional », *Estudios Socio-jurídicos*, 16(2), Bogotá, Universidad del Rosario, 2014, s. 23-60.

Heno Pérez J.C., « La Cour constitutionnelle colombienne, son système de contrôle de constitutionnalité et les évolutions jurisprudentielles récentes », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 34, 2012, ss. 205-212.

Human Rights Watch, *El riesgo de volver a casa. Violencia y amenazas contra desplazados que reclaman restitución de sus tierras en Colombia*, 2013.

Lecombe D., « *Nous sommes tous en faveur des victimes* » *Usages sociaux et politiques de la justice transitionnelle en Colombie (2002-2010)*, Thèse doctoral en science politique, Institut d'Études Politiques de Paris, 2013.

Lecombe D., *La paix maintenant ? Une analyse du processus de paix colombien*, 2013, s. 11. [En ligne:http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/La%20paix%20maintenant_%20DL.pdf]

Lemaitre Ripoll J. *La paz en cuestión. La guerra y la paz en la Asamblea Constituyente de 1991*, Bogotá, Universidad de los Andes, 2011.

Quinche M.F., *Los estándares de la Corte interamericana y la ley de justicia y paz*, Bogotá, Editorial Universidad del Rosario, « Colección textos de jurisprudencia », 2009, s. 337.

Sánchez Gómez G., *Guerras, memoria e historia*, Bogotá, La Carreta, Universidad Nacional de Colombia, 2006, s. 99.

Serrano Y., *Nommer le conflit armé et ses acteurs en Colombie. Communication ou information médiatique ?*, L'Harmattan, Paris, 2012.

Teitel R., « Transitional Justice Genealogy », *Harvard Human Rights Journal*, Vol 16, Spring 2003, Cambridge, MA, 2003.

Uprimny R. et al., *¿Justicia transicional sin transición? Verdad, justicia y reparación para Colombia*, Bogotá, Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, Dejusticia, 2006.

Valencia Villa H., *Cartas de batalla: una crítica del constitucionalismo colombiano*, Bogotá, Panamericana Editorial, 2010, ikinci yenden basım 2014.

Vidal Perdomo J., « Le régime présidentiel en Colombie », *International law – Revista colombiana de derecho internacional*, n° 1, Bogotá, Pontificia Universidad Javeriana, 2003, ss. 83-102.

İçtihat

Kolombiya Anayasa Mahkemesi

Karar C-370, yıl 2006, dosya D-6032, 18 Mayıs 2006.

İnsan Hakları İnteramerikan Mahkemesi (İHİM)

İHİM, *Communautés afro-descendantes déplacées du Cacarica (opération genèse) c. Colombie*, 20 Kasım 2013 kararı.

İHİM, *Manuel Cepeda Vargas c. Colombie*, 26 Mayıs 2010 kararı.

İHİM, *Massacre de la Rochela c. Colombie*, 11 Mayıs 2007 kararı.

İHİM, *Massacres d'Ituango c. Colombie*, 1 Temmuz 2006 kararı.

İHİM, *Massacre de Pueblo Bello c. Colombie*, 31 Ocak 2006 kararı.

İHİM, *Massacre de Mapiripán c. Colombie*, 15 Eylül 2005 kararı.

İHİM, *Affaire des 19 commerçants c. Colombie*, 5 Temmuz 2004 kararı.